

LE BULLETIN

DE LA CHAMBRE DE COMMERCE
DU DISTRICT DE MONTREAL ET
DE LA SECTION DES JEUNES



FÉVRIER 1936

SOMMAIRE

	Page
Alphonse Milette	1
Taggard Smyth	3
Henry Laureys	12
L'abbé Lionel Groulx	13
Jean Girard	26
Maurice Lachapelle	27
Urbanisme	28

Cigarettes



GRADS

- *Un produit de la grande firme canadienne et indépendante*

L.-O. GROTHÉ, LIMITÉE



FILS spéciaux pour

accélérer vos opérations sur les

marchés des changes internationaux

BANQUE DE MONTRÉAL

Fondée en 1817

L'ACTIF DEPASSE 8750.000.000

Siege Social: Montréal



LA BIÈRE *White Cap*

*La Reine
des bières*



Un produit de la

BRASSERIE

Frontenac

**Société d'Administration
et de Fiducie**

Fondée en 1902

Administration de Successions
Gérance d'immeubles et de Fortunes
Privées

Garde et Gestion de portefeuilles
Assurances contre le feu et le vol

VOÛTE DE SÛRETÉ

Siège Social: MONTREAL
Immeuble du Crédit Foncier Franco-Canadien
5 est, rue Saint-Jacques

AGENCES
Québec-Winnipeg-Régina-Edmonton-Vancouver

Hon. Rodolphe Lemieux,
Président

J.-Théo. Leclerc,
Directeur Général.

Discours du nouveau président Monsieur Alphonse Milette

(Assemblée régulière du 12 février 1936)

Messieurs et chers collègues,

En m'invitant à occuper le fauteuil présidentiel de notre Chambre, pour le prochain terme, vous m'avez donné une marque de confiance et fait un honneur que j'apprécie hautement et dont je vous remercie. Votre choix eut pu attribuer ce poste à quelqu'un de plus grand mérite mais à nul animé d'un plus ardent désir d'être utile aux siens. Je me rends compte de la gravité de l'heure et des responsabilités qui incombent à celui qui accepte de présider aux destinées de notre Association. Je sais également que je puis compter sur la collaboration bienveillante des membres du Conseil et de tous les membres de la Chambre, pour étudier et travailler à la solution des problèmes qui lui seront soumis.

Nous vivons depuis longtemps une crise économique sans précédent qui bouleverse le monde. Il semble, cependant, que l'atmosphère s'éclaircisse quelque peu et que l'angoisse qui nous étreignait depuis si longtemps, s'atténue, pour faire place plus grande à la confiance. Ce n'est pas là l'effet de l'imagination, mais bien une amélioration véritable qui se produit dans les affaires. "Jamais depuis six ans, a-t-on eu autant raison d'être optimiste." disent nos banquiers, et ils ajoutent, "Nous avons eu le plus fort commerce étranger depuis 1930." Et nos grands marchands déclarent que le chiffre de leurs ventes s'est accru dans une forte proportion. Enfin, la statistique

établit que les affaires sont meilleures, en général. Mais ce retour vers un état normal, dans tous les domaines, ne se manifesterait réellement que le jour où sera résolu le grave problème du chômage. Là aussi il y aurait amélioration. Le Président de la Commission du Chômage, déclarait, récemment, que le nombre des chômeurs avait sensiblement diminué. Quantité de projets sont soumis aux Autorités pour occuper la main d'oeuvre. Presque tous comporteraient d'énormes dépenses, qui se traduiraient par de nouvelles taxes, sans compensations prochaines. Espérons que des suggestions nouvelles, plus efficaces, viendront au secours du contribuable.

Le passé nous enseigne que, toujours, après les grandes guerres, il se manifeste un déploiement anormal d'activité industrielle et commerciale. Après celle de 1914, l'histoire s'est répétée et nous sommes tombés dans la même erreur. Après ces années de destruction, nos réserves étaient épuisées et nos greniers vidés. Il a fallu recommencer à produire pour répondre à la demande, et, comme l'élan était puissant et enthousiaste, la mesure a été dépassée et nous nous sommes imaginés être entrés dans une période de prospérité qui ne devait jamais finir. L'argent continua à circuler avec une grande facilité, comme durant les années de guerre. Chacun se croyait riche et personne ne songeait à faire des économies. Enfin, vint s'ajouter à

tout cela le développement prodigieux de la machine, lequel, en moins d'un quart de siècle, a pénétré et transformé notre industrie et notre commerce, créant à lui seul une véritable révolution économique. Voilà autant de causes qui ont amené la crise. Là, toutefois, ne sont pas les seules raisons de notre malaise. En faisant un petit examen il serait facile de constater que l'imprévoyance et l'égoïsme y ont contribué. Peut-être trouverions-nous là un premier élément de remède à nos maux et le commencement d'une base solide pour le règlement de cette question si inquiétante du chômage.

En regardant un peu en arrière, nous constatons qu'à Montréal et dans la province, même avec une population inférieure à celle que nous avons en ce moment, il y avait plus d'industries et de commerces dirigés par les nôtres, avec un personnel également des nôtres. Il en était de même pour le capital qui avait servi à leur établissement et qui les alimentait. Et nous pratiquions alors, la solidarité. Nous savions mieux nous encourager. Il faudrait y revenir, reprendre ce que nous avons perdu et nous aurons, par là, en même temps, contribué à réduire le nombre des sans-travail.

C'est bien ici, à la Chambre de Commerce, que devraient venir se grouper tous les éléments d'initiative qui permettraient de développer des forces constructives dont nous avons tant besoin en ce mo-

ment. Il faut de toute nécessité faire cesser immédiatement cette capitulation de notre industrie et de notre commerce devant l'envahisseur quel qu'il soit. Il n'est certainement pas possible d'espérer le retour de la prospérité chez nous, si l'immense majorité de la population reste à la remorque. Unissons nos forces. Nous avons les qualités qu'il faut pour réussir; mais, encore, faut-il le vouloir et y travailler avec plus d'énergie et de ténacité que nous le faisons présentement.

Parmi les grands problèmes, auxquels la Chambre s'est particulièrement intéressée, figure celui de nos chemins de fer, toujours vivant d'actualité. Durant nombre d'années, nos transcontinentaux se sont fait une lutte acharnée. Résultat: leurs budgets furent trop lourdement grevés, par suite du développement excessif de leurs divers moyens de transport ainsi que de leurs systèmes d'hôtellerie, ce qui a porté leurs dettes à un chiffre exorbitant. A cette situation déjà si difficile s'est ajoutée une nouvelle complication: le camion, concurrent redoutable installé à demeure. La solution immédiate de ce problème s'impose. Le contribuable est fatigué de payer sans espoir de soulagement. Mais, de grâce! que l'on ne vienne pas encore charger Montréal, et la province, des dettes du voisin ainsi que cela s'est produit lors de l'acquisition par le Fé-

déral de certains chemins de fer—d'entreprise privée—dont les obligations, garanties par les autres provinces seulement, sont venues augmenter le fardeau de nos taxes.

Puisque nous en sommes. l'étude du transport, il est à propos de parler du port de Montréal, question vitale pour nous. Espérons que la Commission unique que vient de nommer le Gouvernement Fédéral pour l'administration des ports et canaux, dans tout le pays, obtiendra que la métropole du Canada soit davantage l'objet de plus d'attention et que le chenal, de Montréal à la mer, aura un tirant d'eau de pas moins de 35 pieds devenu indispensable au maintien de notre commerce. Il est presque inconcevable d'avoir à constater que les différents gouvernements qui se sont succédé, à Ottawa, depuis 30 ans, aient négligé d'accorder à notre port l'attention que l'industrie et le commerce du pays exigeaient de toute évidence.

Quand au système administratif de notre Gouvernement Municipal, si nombreux qu'aient été ses régimes, personne n'est encore satisfait. Si tout citoyen doit s'intéresser à sa ville, combien plus impérieux est, pour une organisation comme la nôtre, le devoir de contribuer par son influence et l'expérience de ses membres dans les différents domaines où la ville est intéressée. C'est, sans doute, votre

désir à tous, Messieurs, que nos représentants à l'Hôtel-de-Ville sachent que la Chambre est prête à les aider dans leur travail pour l'amélioration de nos affaires et l'embellissement de la ville.

Il est question, en ce moment, de changer le système d'évaluation de la propriété et le mode de taxation en général. Voilà un excellent mouvement et qui permettra de distribuer, d'une façon plus équitable, le poids des taxes que portent l'industrie, le commerce et le propriétaire. Nous savons que ce dernier est particulièrement affecté par la crise actuelle; car, ses taxes, assurances, réparations, frais d'entretien et autres charges ne sont aucunement diminués, cependant que ses revenus ont fléchi souvent de 50%, quand ce n'est pas davantage. Cette situation réduit considérablement le nombre des propriétaires. Voilà nous ne l'ignorons pas, une grande calamité. C'est un devoir pour nous de se rappeler que le propriétaire est généralement un bon citoyen qui aime la paix et sait faire des sacrifices pour la conserver. Il est, sauf rare exception, un administrateur prudent. Il a le souci de se faire représenter par des personnes compétentes. Il appartient à une classe qu'il faut protéger.

Depuis le début du siècle, notre pays s'est transformé, notre mentalité a changé, nous avons subi l'influence du rapprochement des classes provoqué par la rapidité du transport; mais, le choc le plus violent que nous ayons subi a été amené par une immigration intensive que nous assimilons difficilement et dont nous subissons les conséquences. Et voilà que l'on recommence à parler d'immigration pour notre pays sous prétexte que cela va nous être d'un grand avantage. Peut-être. Mais, comme cette mesure est de nature à nous amener un nouveau bouleversement économique, il sera bon de la surveiller attentivement afin de ne pas laisser entamer davantage notre patrimoine. Que la leçon du passé nous serve!

De même que la Chambre a une Commission des affaires municipales, il conviendrait, il me semble,

(Suite à la page 4)



**THE
PRUDENTIAL**
ASSURANCE COMPANY LIMITED OF
LONDON, ENGLAND

Un symbole de **STABILITE**
SECURITE
et **SERVICE**

LA PRUDENTIAL d'ANGLETERRE est si étroitement liée à la vie commerciale de l'Empire et a si bien établi sa réputation comme la plus puissante organisation d'assurance de l'Empire, que son nom est devenu synonyme de Stabilité, Sécurité et Service.

LA PRUDENTIAL d'ANGLETERRE, est en mesure de répondre à tous vos besoins en matières d'assurance—qu'il s'agisse de Feu, Vie ou Accidents.

Bureau Chef au Canada: 465, rue St-Jean, Montreal, P. Q.

Succursales VIE à Montréal:

<p>J.-O. BAILLARGEON, Gérant, Succursale Place d'Armes, 132, Ouest rue St-Jacques.</p>	<p>G.-A. MAIN, Gérant, Succursale Montréal, Edifice Dominion Square.</p>
---	---

La plus puissante organisation d'assurance de l'Empire Britannique

Abonnement
\$3.00 par an

+ + LE BULLETIN DE LA + +
CHAMBRE DE COMMERCE
DU DISTRICT DE MONTRÉAL

38e année
2e numéro

Résumé des Activités de la Chambre de Commerce pour l'année 1935

par M.T. Taggart Smyth, Président sortant de charge

L'année qui vient de s'écouler passera dans l'histoire comme une année de reprise et de reconstruction. L'activité économique, en fin d'année, accuse une accélération plus considérable qu'en aucun temps depuis cinq ans et les indices de reprise abondent de partout. Ce n'est pas vous dire que l'année fut généralement prospère et que la confiance se soit tout à fait rétablie. Au contraire, il a fallu, au cours de l'exercice, surveiller étroitement ses nerfs pour ne point perdre l'équilibre en présence de chocs et d'alarmes qui furent d'événement quasi journalier. D'un côté, le désarroi mondial perpétué par le "déséquilibre" des changes refrénait l'industrie, cependant que la mésentente entre l'Italie et la Ligue des Nations d'une part, et l'agression japonaise de l'autre, étaient de nature à paralyser le commerce. Outre-frontière, le bouillon alphabétique, composé de divers essais sociaux, menaçait de bouleverser l'économie domestique et de plonger le pays dans le tourbillon des pires doctrines communistes, alors que, chez nous, le danger grandissant de l'adoption des méthodes américaines et la menace de législation

sociale frisant le paternalisme le plus osé tenaient en échec maints projets d'entreprise. Enfin, deux élections générales, conduites avec l'entrain coutumier, sont venues ébranler et entraver la confiance renaissante. Que nous ayons traversé une période tellement mouvementée avec le calme relatif que vous savez, dénote l'une de deux choses et, peut-être, toutes les deux: une santé intellectuelle et morale à toute épreuve ou un ahurissement frisant le désespoir. Malgré tout, nous remarquons une avance appréciable et continue sur l'année antérieure et un raffermissement dans les affaires comme on n'en a pas eu depuis 1931.

Ne nous faisons pas illusion. Les indices sont encore loin d'être au niveau de ce qu'ils étaient en 1926 (année choisie comme point de repère) et notre progrès n'a pas été aussi considérable qu'il a été constant. C'est que la confiance se généralise lentement et ceci est dû à plusieurs causes contributives. D'abord, le barrême des prix, bien que de 28% au dessous de 1926, s'est stabilisé depuis près de 18 mois avec progression ascendante et motivée et l'écart entre celui des produits agricoles et manufac-

turiers s'est rétréci appréciablement. Ceci est un grand pas en

(Suite à la page 5)

★ ★ ★ ★ ★
TOUS GENRES
D'IMPRESSIONS



Pierre Des Marais
Imprimeur et Graveur

933 est, rue Rachel

AMherst 2181*

★ ★ ★ ★ ★

CHAUFFAGE et PLOMBERIE

Consultez la plus grande maison du genre et la mieux outillée au Canada, pour installation ou réparation de tous systèmes de chauffage, plomberie, cuisines à vapeur, buanderies, pour l'industrie, les institutions et les particuliers.

J.-W. JETTÉ, Limitée

Experts en chauffage et plomberie

2114 est, rue Rachel
MONTREAL

Tel.: AMherst 1788

SERVICE D'INGÉNIEURS ET
D'OUVRIERS SPÉCIALISÉS

Mons. Alphonse Milette

(Suite de la page 2)

qu'elle ait aussi une commission des affaires fédérales et une commission des affaires provinciales qui auraient pour mission de s'occuper des questions touchant leurs domaines respectifs.

Il y a lieu de se réjouir, Messieurs, de notre campagne de recrutement de l'année 1935. Notre effectif est plus que doublé et, comme l'ambition se développe avec le succès, je vous serais particulièrement reconnaissant d'avoir votre collaboration pour doubler de nouveau, en 1936, notre effectif actuel.

Rarement voit-on dans des organisations similaires à la nôtre des cadets se prodiguer avec autant de vigueur et d'enthousiasme que ne l'a prouvé avec éclat notre Chambre de Commerce cadette. Aussi fondons-nous sur elle les plus grandes espérances. Il me plaît de leur dire, et en particulier à leur président M. Maurice Trudeau, que nous nous réjouissons de leur esprit progressif et combien nous sommes fiers d'eux.

Je viens de vous signaler un certain nombre de sujets d'actualité qu'il serait opportun d'étudier cette année. Il y en a encore bien d'autres et il en surgira sûrement de nouveaux. Vous serez tous, je

LE COURRIER DU MOIS

LE CAIRE, EGYPTE.—Sab Castro & Co. 20 rue Cheikh Aboul-Sebaa. Agents. Désirent entrer en relation avec les manufacturiers canadiens de rasoirs, lames de rasoirs, coutellerie et parfums.

PHILADELPHIE, PENNSYLVANIE.—M. Wilstein & Sons, Inc., 631, N. Second Street. Marchands en gros de beurre, oeufs et fromages, aimeraient à représenter un marchand de fromage canadien Cheddar (genre anglais) de 1934 et 1935.

BERGEN, NORVEGE.—A/s. Tranexport, exporteurs d'huile de foie de morue norvégien pour fin de tannage, désirent un représentant bien au courant de ce commerce.

ANVERS, BELGIQUE.—"Agico" 75, avenue Arthur Coemaere. Désirent donner l'agence à une compagnie canadienne pour la vente d'une serrure automatique pour bicyclette et motocyclette. Cette serrure dite SHERIFF se ferme et s'ouvre

sans clef, ne rouille pas et, quoique très solide, est tout à fait légère.

SHANGHAI, CHINE.—L. E. Tsao, suite 45 Capitol Building, 142 Museum Road. Agents importateurs et exportateurs, intéressés surtout à représenter les manufacturiers désireux d'étendre leur commerce avec la Chine. Exportent du thé, des fèves, des arachides, du chanvre, de la dentelle et de la broderie. Importent des étoffes de fantaisie et des nouveautés.

PARIS, FRANCE.—Les Etablissements Renaud, 52, Bd Richard-Lenoir. Manufacture de tôle, cuivre et fonte. Désirent entrer en rapport avec les Maisons que la fabrication des Cache-radiateurs et des Bouches de ventilation pourrait intéresser.

M. G.-F. OCULA, 45, avenue du Heymbosch, à Jette (Belgique) désire obtenir la représentation de produits canadiens, notamment de conserves (fruits) ou autres denrées alimentaires en boîtes.

n'en doute pas, empressés à favoriser l'exécutif de votre expérience. La Chambre doit compter cette année plus que jamais sur l'initiative et la participation active de chacune de ses Commissions dans le travail qu'elle entend accomplir pour réaliser son oeuvre.

Messieurs, avant de prendre la place occupée avec tant de dignité et de dévouement par mon prédécesseur, permettez-moi d'exprimer, à M. Smyth, les sentiments profonds d'estime et de reconnaissance que nous lui conserverons. Il a pris la direction de la Chambre à une heure difficile et il s'en est acquitté, comme vous l'avez constaté, sans heurt ni friction. Nous vous disons donc, M. Smyth, vous avez bien mérité de la Chambre et nous vous remercions. Je joins dans ce même témoignage les noms de MM. Morin, Perrault et Laureys, dont la collaboration a été très précieuse. Laissez-moi aussi, y ajouter le nom de M. Rosario Gaudry, notre chef du Secrétariat, qui a fait, cette année, un travail considérable, et je le remercie au nom de tous. Je suis heureux de souhaiter la bienvenue à M. Paradis, notre nouveau secrétaire honoraire. Je n'ai pas à faire ici son éloge, vous le connaissez tous par ses succès en affaires. Je souhaite également la bienvenue aux membres du Conseil, sur le dévouement des-

quels l'exécutif compte pour lui aider dans l'exécution du devoir à remplir.

Paul Goulet Farrell-J. Vincent
J.-Emile Bourassa

L. J. FORGET & CIE

Membres
de la Bourse
et
du Curb
de Montréal
et du
Canadian
Commodity
Exchange

471, rue
Saint-François Xavier

Résumé des activités

(Suite de la page 3)

avant, la prospérité de l'agriculteur étant la base même de celle du pays tout entier. Le chargement des wagons de chemin de fer accuse une légère augmentation, mais cette augmentation fut constante et soutenue. La production et la vente de l'énergie hydro-électrique ont montré une progression nettement ascendante et le produit métallurgique est près de 20% plus élevé qu'en 1934. Le papier à journal, dont la fabrication nous intéresse à un très haut degré, semble reprendre vie et, bien que l'augmentation ne soit que de 7% sur 1934, elle est supérieure de près de 50% du bas niveau de 1932. Le bâtiment retarde malheureusement. Il montre un accroissement de 25% sur l'année précédente mais, à cela, il n'est que de 50% de ce qu'il était en 1931 et de 20% de son activité normale. La production de voitures-automobiles revoit ses beaux jours. Elle accuse une augmentation de près de 40% sur 1934 et de 260% sur le bas niveau de 1932. Heureusement pour le pays, notre provision de froment commence à s'écouler, sinon à profit du moins sans perte très appréciable. Formons le voeu que cela se continue et se complète et que l'expérience pénible n'en soit pas renouvelée. Bien que l'embauchage montre une progression soutenue, le chômage continue à un degré alarmant. Somme toute, il nous est permis d'envisager 1936 avec

Conseil d'administration de la Chambre de Commerce 1936-37

M. Alphonse Milette, président
M. René Morin, 1er vice-président
M. J. J. Perrault, 2ème vice-président
M. Henry Laureys, trésorier honoraire
M. A. H. Paradis, secrétaire honoraire.

Membres du Conseil:

MM. R. G. Amiot	Valmore Gratton
Thomas Brosseau	Charles Hudon
J. R. Carmel	Joseph Hurtubise
Jean Charest	Léon Lorrain
L. Armand Daigle	Edouard Montpetit
Victor Doré	N. Nadeau
A. J. Dugal	Aimé Parent
Paul Gagnon	Benoit Robillard
Wilfrid Gagnon	J. P. Tremblay
Edgar Genest	Jean Valiquette

Anciens Présidents:

MM. Joseph Contant	J. A. Paulhus
C. H. Catelli	Hon. R. O. Grothé
Fred C. Larivière	C. E. Gravel
Armand Chaput	Chs. Duquette
Alfred Lambert	Avila Raymond
Jos. Daoust	Philius Paré
J. V. Desaulniers	T. Taggart Smyth

Chef du secrétariat:

M. Rosario Gaudry

Directeur du Bulletin:

M. Valmore Gratton

Un moyen simple, facile, de pratiquer l'économie profitable, et de se libérer de tous soucis, sans charge excessive, c'est une police dans

LA SOCIÉTÉ DES ARTISANS CANADIENS-FRANÇAIS

FONDEE EN 1876

Société mutuelle astreinte, aux mêmes obligations légales de sécurité que les Compagnies commerciales.

VIE — ACCIDENT — MALADIE — INVALIDITE — RENTES VIAGERES

La plus forte institution canadienne-française d'assurance sur la vie, en Amérique. Assure les hommes, les femmes et les enfants, depuis \$100.00 jusqu'à \$10,000.00, d'après les systèmes les plus modernes et les plus avantageux.

Tous les bénéfices réalisés, au lieu d'être distribués à des actionnaires, vont directement aux assurés eux-mêmes.

Assurance en vigueur:
\$50,000,000.00

Bénéfices payés:
\$21,500,000.00

Fonds accumulés:
\$14,500,000.00

REPRÉSENTANT

Désirerait Ligne
Avantageuse —
Age: 35 ans
Expérience
Commerciale
Intéressante
Possède Auto

TEL: — ELwood 5894

Consultez-nous

Avez-vous fait votre testament?

Si vous l'avez fait, quelque changement survenu dans votre situation ne rendrait-il pas une révision opportune?

Assurez-vous en temps utile que vos dispositions testamentaires sont le plus favorables possible à votre famille. Nous sommes à votre disposition. Vous pouvez nous consulter sans prendre aucun engagement.

L'hon. J.-M. Wilson,
Président.

L'hon D.-O. L'Espérance,
Vice-président

Beaudry Leman
Vice-président

René Morin,
Directeur général

Trust Général du Canada

Montréal: Québec:
112, 71,
rue St-Jacques rue St-Pierre

un optimisme modéré et avec beaucoup plus de confiance qu'en aucun temps depuis le déclenchement de la crise voilà bientôt sept ans.

Les activités de notre Chambre se sont bien maintenues pendant l'année. Nous avons placé en tête de notre programme le problème du chômage et nous nous sommes appliqués assidûment et avec constance à en diminuer les rigueurs. Malheureusement, notre contribution n'a guère produit de brillants résultats. Nous voulons croire, cependant, qu'elle a été assez appréciable. Le problème du St-Laurent a aussi occupé l'attention assidue de notre Chambre et nous avons lieu d'espérer que nos travaux porteront des fruits dans le cours de 1936. En effet, nous avons la promesse de l'honorable Ministre de la Marine que le chenal du Saint-Laurent, auquel il s'intéresse tout particulièrement, aura tous les soins de son département. Avec l'appui de Son Honneur le Maire, il nous a été possible, dans le cours de l'année, d'organiser l'office d'initiative économique, dont le besoin s'est fait si lourdement sentir depuis plusieurs années. Montréal a des avantages exceptionnels à offrir à l'industrie et, malgré tous ses attraits, non seulement ne réussit-on pas à y amener de nouvelles industries mais, faute d'un office économique, la Ville perd celles qu'elle possédait jadis. Grâce à l'intervention de votre Chambre, cet office est maintenant créé—et il appartient désormais à ses administrateurs de le mettre en mouvement.

Votre Chambre s'est aussi intéressée au problème important de notre réseau ferroviaire national mais, malgré ses efforts, rien de pratique ne se fait pour y trouver une solution logique et réellement définitive. Les finances de la Ville,

qui devraient intéresser si étroitement tout citoyen digne du nom, ont eu nos soins constants et assidus. Le gouvernement provincial a nommé une commission pour étudier et recommander un projet d'administration pour la Ville. Ce comité n'a pas encore fait de rapport. Malgré nos instances répétées, auprès du Premier Ministre, ni le Board of Trade ni votre Chambre y est représentée. Nous ne sommes pas, pour tout cela, indemnes des frais. A la requête d'un grand nombre de citoyens de toutes les classes de la société, nous avons aidé à l'organisation d'un comité des citoyens dont la tâche est de surveiller nos intérêts et d'appuyer les autorités municipales dans leurs efforts pour l'assainissement de nos finances et le bien-être de la Ville. Monsieur B. Languedoc est le secrétaire de ce comité et il y consacre toutes ses heures. L'appui de tous les membres de la Chambre est instamment sollicité afin que cette oeuvre populaire, qui est la vôtre, soit efficace.

Malheureusement, le groupement de nos énergies, dont nous préconisons l'essentielle utilité et auquel nous nous sommes appliqués avec diligence, ne montre que peu de progrès. Pourtant il est essentiel si nous voulons faire oeuvre réellement constructive et

Fondée en 1874

D. HATTON COMPANY

420 à 428, rue Bonsecours
MONTREAL

Le choix de la pêche
seulement

Les plus forts distributeurs
au Canada
de

POISSON DE TOUT GENRE

Experts dans le commerce d'huitres
en coquilles et ouvertes



durable. Bien que sous ayons réussi à augmenter considérablement nos effectifs—nous avons plus que doublé le nombre de nos membres durant l'année—nous sommes encore très loin du chiffre que nous devrions avoir. Tout canadien intéressé à l'industrie et au commerce devrait se faire un devoir d'appartenir à la Chambre. Il y va de son intérêt particulier et de celui de la collectivité. La Chambre a besoin de vous. Vous avez besoin de la Chambre.

Nous ne nous sommes pas tus sur la question de l'immixtion des gouvernements dans les affaires et, tout en admettant qu'il était nécessaire au bien-être public qu'un contrôle légitime fût exercé, nous croyons que la multiplicité des lois entrave le commerce et fait plus de mal que de bien.

A la suite d'une convention tenue à Québec, au cours de l'année, il fut décidé de former une fédération des Chambres de Commerce de la Province à laquelle votre Chambre a donné son adhésion. Nous avons aussi formé un comité, composé des présidents des chambres locales. Ce comité, qui n'est que consultatif, a pour objet la discussion de sujets d'intérêt mutuel. Je suis décidément d'opinion que le resserrement des liens entre les divers corps commerciaux ne peut être qu'avantageux à notre cause commune.

La carte d'identité, que votre Chambre préconise depuis plusieurs années, devient de plus en plus nécessaire, et nous nous sommes efforcés d'en promouvoir la mise en vigueur. Nos membres pourraient appuyer le projet en se faisant inscrire personnellement et en engageant leurs employés à obtenir leurs cartes.

Somme toute, l'année qui vient de s'écouler fut une année bien remplie et, malgré que nous soyons peu satisfaits de notre progrès, le chemin parcouru n'a pas été négligeable.

Un événement pénible vient de frapper le pays dans la mort de Sa Majesté le roi George V. Votre Chambre s'est unie de coeur et d'esprit au deuil général et a fait parvenir ses sympathies à la famille royale. Elle offre respec-

tueusement au nouveau roi, Sa Majesté Edouard VIII, l'hommage de sa sincère loyauté. DIEU SAUVE LE ROI!

Il reste bien du travail à faire, Messieurs, et j'ai confiance qu'il ne manquera au nouveau conseil, ni le courage ni la force de le mener à bonne fin.

Me serait-il permis, avant de quitter ce fauteuil, de vous signaler quelques problèmes qui méritent au plus haut degré votre attention?

Le premier problème le plus angoissant que nous ayons à résoudre et dont la solution s'impose est celui du chômage. Encore une fois, il faut, coûte que coûte, que nous trouvions du travail à ceux qui ne demandent qu'à travailler et ne peuvent le trouver. Nous y réussirons si nous pouvons activer le bâtiment. Le vieux dicton "quand le bâtiment va tout va" est encore vrai et d'actualité. Faisons aller le bâtiment.

Durant la guerre, les femmes du Canada rendirent d'insignes services à la patrie en suppléant à la pénurie de la main-d'oeuvre. Aujourd'hui, en face d'une crise, tout aussi sérieuse, celle du chômage, serait-ce trop demander à celles qui peuvent s'exempter de travailler de céder leurs places dans la finance, l'industrie et le commerce aux sans-travail nécessaires?

Chose étrange, l'activité manufacturière est presque au niveau de 1929 et, cependant, l'embauchage n'est encore qu'à environ 85%. La cause de cet écart réside d'abord dans l'effondrement presque total des travaux de construction et la production des oeuvres dites capitales (capital or durable goods). Trouvons le moyen de mettre ces deux industries en branle. Le chômage disparaîtra de lui-même. Mais si nous voulons prévenir un retour des conditions néfastes dont nous souffrons, changeons nos méthodes pédagogiques. Sachons élever nos enfants afin qu'ils puissent prendre leur place dans le monde. Ne nous contentons pas de les instruire. Éduquons-les. Faites comprendre aux enfants qu'ils doivent contribuer au bien-être et au progrès du monde et que ce n'est qu'à ce prix que le monde leur donnera une subsistance. Qu'ils se rendent compte qu'il y a de la place encore pour les pionniers et que le monde a plus besoin d'employeurs que d'employés. Dites-leur que le monde sera celui qu'ils auront contribué à édifier et qu'ils sont les artisans de leur propre destinée. Conseillez-leur de se créer des places plutôt que de les chercher chez autrui, s'ils ne veulent pas être domestiques dans la maison de leurs pères.

Le problème de nos chemins de

J.-A. TRUDEAU, Prés.

J.-G. TRUDEAU, Vice-Prés.

Genin, Trudeau & Cie, Limitée

Manufacturiers et Importateurs

Articles de Fumeurs

Objets de Piété

15 voyageurs à la disposition de notre nombreuse clientèle

VOYAGES MODERNES

Billets de passages—
Paquebots—Chemins de fer
Hôtels, Itinéraires

38 et 42 Ouest, Rue Notre-Dame

Tél. L.A. 2261

Mentionnez le Bulletin de la Chambre de Commerce en écrivant

fer, des deux, mais particulièrement du réseau national, est à l'ordre du jour et, si nous ne voulons pas qu'il nous entraîne à la banqueroute nationale, il est absolument nécessaire d'y trouver une solution et tout de suite. En préconiser la vente ne serait certainement pas populaire, bien qu'accepter une première perte pour en prévenir une plus formidable serait de la plus haute sagesse. Ajouter à notre fardeau, déjà trop lourd, par l'achat du réseau compétiteur, serait tout comme si nous procurions à notre éléphant blanc, déjà encombrant, une compagne. Il reste une troisième solution: la coopération. Que l'honorable Ministre nomme un comité composé du président et du vice-président du Canadien National, du président et du vice-président du Canadien Pacifique, et d'un cinquième membre choisi par les quatre premiers, avec l'approbation du Ministre, et que ce comité soit chargé de développer et d'exploiter les deux réseaux pour leur bénéfice réciproque. C'est la suggestion que j'ai apportée au début de l'année dernière. Elle n'est peut-être pas la solution idéale. Elle devrait produire des résultats heureux sans préjudice à l'un ou à l'autre des réseaux ou à leur personnel.

La question de notre chenal est d'une importance capitale, non seulement pour Montréal, mais pour le pays tout entier. Donnez-lui votre attention, Messieurs. Si le port de Montréal périclite, ne l'oubliez pas, la navigation laurentienne disparaît au profit de nos amis d'outre-frontière. Ne soyez pas déçus. Québec n'en bénéficierait pas.

Les budgets de nos gouvernements fédéral, provinciaux et municipaux doivent être mis en équilibre si nous voulons continuer à progresser. Cette question ne peut être ignorée par vous, Messieurs. Il y va de notre survivance nationale. Je partage l'opinion de ceux qui préconisent la diminution de nos corps législatifs. Je crois que nos neuf provinces pourraient facilement être fondues en quatre. Les provinces maritimes; le Québec; l'Ontario; le Manitoba, la Saskatchewan, l'Alberta et la

Colombie Anglaise. Mais commençons par insister, à temps et à contretemps, que nos budgets fédéral, provinciaux et municipaux soient bouclés et que les dépenses en soient diminuées au possible jusqu'à ce que nous soyons de nouveau sur pied.

L'office d'initiative économique est fondé. Je vous engage à voir à ce qu'il fonctionne le plus tôt possible. Si la Métropole a un intérêt

quelconque pour vous, il faut lui conserver ses industries et lui en adjoindre d'autres. Autrement, son titre de Métropole ne sera bientôt qu'un vain mot. La Ville de Toronto a réussi à s'attirer dix-huit nouvelles industries au cours de l'année 1935. Je ne sache pas que Montréal ait pu en avoir une seule, cependant qu'elle a perdu trois ou quatre de celles qui étaient déjà ici.

LE DÉPART



Le grand paquebot est à son poste, prêt à appareiller. Le sifflet vient de lancer son dernier appel aux voyageurs.

Çà et là sur l'embarcadère, parents et amis font cercle autour de ceux qui vont partir. Ici, c'est une vieille maman qui dit un suprême adieu à son enfant qu'elle ne croit plus revoir.

Ces beaux témoignages d'affection font songer à cet autre départ — où notre Société exerce sa mission avec tout le respect et la dignité qui conviennent à une sépulture chrétienne.

La Société Coopérative de Frais Funéraires

L.-EUG. COURTOIS, Président
et Gérant Général

Lt.-Col. ELZ. HURTUBISE, m.d.
Vice-Prés. et Secr.-Trés.

Tél.: PLateau 7-9-11

RUE STE-CATHERINE, 302 EST, - MONTREAL

D-5

(Droits réservés)

On parle sérieusement d'une ligne aérienne régulière entre l'Europe et le Canada. Le terminus logique d'une telle ligne de ce côté de l'Atlantique est la Métropole. A vous, Messieurs, de surveiller nos intérêts de ce chef et de voir à ce que vos droits soient reconnus et sauvegardés.

On dit que c'est l'intention du gouvernement fédéral d'abolir la commission de la radio et je crois qu'il y a très peu de gens auxquels la nouvelle ne sera pas bienvenue. "Ainsi-soit-il" devrait être le voeu de cette Chambre.

C'est très malheureux, Messieurs, mais l'année 1935 a marqué, au Canada, une crise dans le sens moral de la responsabilité. Dans la province voisine surtout, nos obligations et contrats sont devenus autant de chiffons de papier et notre crédit en a souffert lamentablement. Il faut réagir, et promptement, si nous voulons sauvegarder la réputation de probité dont nous jouissions jadis. L'honorable M. Dunning, par sa déclaration affirmant le respect des contrats, a déjà beaucoup assaini la situation.

L'opinion publique, dévoyée par la démagogie qui règne en maître, s'attend à ce que votre Chambre lui donne une direction dans les matières qui relèvent de sa compétence et nous n'avons pas le droit de nous dérober à ce devoir. Il a été bien dit que les maux qui affligent l'humanité ne découlent pas autant de notre ignorance que

de notre science de choses dont nous nous sentons parfaitement sûrs et qui ne sont cependant pas vraies. C'est ainsi que le peuple a des idées tout à fait fantastiques au sujet des principes fondamentaux de l'économie. Le mal ne serait pas si grand si ce n'était, que ce sont toujours les pauvres, les ouvriers et les moins fortunés qui en souffrent le plus et qui, en définitive, en paient la façon. Il serait trop long d'énumérer ici toutes les idées fausses que l'on a su imposer à la collectivité afin de capter ses votes. Mais il est utile de rappeler ici à tous, que l'on ne saurait mettre au rancart la loi de l'offre et de la demande. Elle dispose de moyens insoupçonnés pour imposer ses sanctions et, bien que l'on puisse en retarder pour un temps l'application, ce n'est finalement que pour en aggraver la rigueur. Il serait aussi à notre avantage de bien nous rendre compte de la personnalité du capitaliste avant de l'assaillir. Nous constaterions alors, qu'à côté de celui que nous voulons détruire, il y a les veuves, les orphelins, les vieillards, vous et moi et nos frères et soeurs, porteurs de polices d'assurances et déposants dans les banques que nous ruinerions du même coup.

Il y a une autre question sur laquelle le public a des idées plutôt vagues. C'est la question des impôts. Il est presque impossible de faire comprendre à l'ouvrier que c'est lui qui paie les impôts ou les

taxes, il est tellement convaincu que ce n'est que le propriétaire. Et pourtant si son loyer est si élevé et ses gages si faibles, c'est que l'impôt a été ajouté à l'un et déduit des autres. Il paie sa grande part de toutes les taxes qui sont imposées, bon gré mal gré, qu'il le sache ou non. Les impôts et les taxes de toutes sortes grèvent lourdement la finance, le commerce et l'industrie, pour ne rien dire du pouvoir d'achat de l'individu, et le pays tout entier en souffre, les moins fortunés tout autant sinon plus que les riches. L'impôt versé au Trésor Public est autant d'argent retiré à l'industrie, refrénant ainsi ses activités. Il serait grandement temps de songer sérieusement aux moyens d'en alléger le fardeau qui risque déjà de paralyser tout effort constructif.

Mais l'une de nos fausses idées, et à laquelle nous tenons dur comme fer, est celle qui a trait à la monnaie et au crédit. Malgré l'expérience de tous les peuples, en passant par les américains et les français et en terminant par les allemands, nous persistons à croire que l'argent se crée par l'impression de billets. Détrompons-nous. Il n'y a qu'une différence de degré entre le billet du gouvernement, celui de la banque et le billet individuel, et cette différence est régie par la confiance qu'inspire notre vouloir et notre pouvoir de racheter ces billets à demande ou à échéance. Ce rachat comporte le paiement en espèces

EMBALLAGE — EXPEDITION — EMMAGASINAGE

Transport de mobilier et piano sous la direction d'experts. Service local ou sur une distance éloignée

DIAMOND TRUCK CO., LTD.



**CAMIONNEURS
RESPONSABLES
SERVICE DE TRANSPORT
QUOTIDIEN**

MONTREAL
1425 Argyle Ave.
Tél. HA. 9175

TORONTO
40 Oxford Street
Tél. Midway 2405

SHERBROOKE
111 B Brooks
Tél. SH. 1944

OTTAWA
33 Augusta
Tél. R. 761

DRUMMONDVILLE
34 Dorion
Tél. 315

ou en valeurs bien tangibles. Le vieil aphorisme classique "Ex nihilo nihil" vaut aujourd'hui, comme toujours, pour le commun des mortels—ce qui comprend les banques—et il n'y a que Dieu qui puisse tirer quelque chose du néant. Rien ne produit rien et vous aurez beau accumuler les zéros, ils ne vaudront jamais rien tant que vous n'aurez pas trouvé un facteur pour leur donner une valeur.

Il en est ainsi des billets, les vôtres, ceux des banques et ceux des gouvernements. Ils ne vaudront quelque chose qu'en autant que le peuple aura confiance en la faculté de l'émetteur de les honorer de façon tangible. Demandez aux allemands ce que valent les reichmarks d'avant 1925 ou aux français le pouvoir libérateur de leurs mandats et assignats de la fin du 18ème siècle. Ces derniers pour-

tant avaient comme gage tous les biens de l'Eglise de France.

Ce que l'on a dit du numéraire est aussi vrai du crédit. Autrement, comment expliquer la faillite des banques du Peuple; Ville-Marie; Sovereign, Internationale et Home, au Canada, pour ne pas parler des milliers de banques américaines effondrées depuis 1929? Si, comme le prétendent les néo-économistes, il suffit à une banque de faire une entrée dans un livre de comptes pour créer le crédit, ils étaient donc bien sots, ces milliers de banquiers, de ne pas y avoir eu recours. C'est que tout cela n'est pas. Le banquier, la banque et les banques, en général, ne peuvent créer le crédit; pour la bonne raison que le crédit ne se crée pas, pas plus que l'argent; il se construit. Il est bien vrai que le banquier ne vous donne pas de l'argent quand vous effectuez un emprunt chez lui, mais il met son crédit, qui existe de façon tangible, à votre disposition et vous vous servez de ce crédit pour acheter le manger, le vêtement et l'abri dont vous avez besoin. Mais le problème est bien simple. Est-ce que le banquier serait assez niais pour se donner la peine de solliciter les dépôts du peuple et de payer de l'intérêt à ces déposants s'il pouvait créer de l'argent ou du crédit par un simple trait de plume? Il est bien vrai, comme dit un correspondant américain, qu'en 1933, il y avait plus de quarante milliards de dépôts dans les banques alors que la somme d'argent dans les caisses des banques, augmentée du numéraire en circulation, ne dépassait pas sept milliards. Il oublie, cependant, la considération essentielle, à savoir que cet argent et ces dépôts ne sont que les représentants de valeurs et qu'ils ne sont là que pour faciliter l'échange ou la mutation des valeurs réelles qui, en définitive, sont encore le manger, le vêtement et l'abri, en un mot, les effets qui nous sont essentiels pour que nous vivions et pour que nous ayons les jouissances de la vie. Un auteur imaginait un pays possédant tout l'or du monde et dont les habitants mouraient de faim. Alors, à quoi bon l'argent, ainsi appelé? Et ce n'est pas de l'imagination vaine! Faites-en l'essai. Que

LA BANQUE D'ÉPARGNE

DE LA CITÉ ET DU DISTRICT DE MONTRÉAL

Quatre-vingt-neuvième



Rapport Annuel

AUX ACTIONNAIRES.

MONTRÉAL, LE 10 FÉVRIER, 1936.

Messieurs,

Vos administrateurs ont le plaisir de vous soumettre le quatre-vingt-neuvième rapport annuel des affaires de la Banque et le résultat de ses opérations durant l'année expirée le 31 décembre, 1935.

Les profits nets de l'année ont été de \$372,716.41, auxquels il faut ajouter le solde reporté du compte des Profits de l'année dernière, soit \$264,654.35, ce qui forme un ensemble de \$637,370.76. Outre les distributions trimestrielles d'usage à ses actionnaires, la Banque a versé sur cette somme \$7,250.00 à diverses œuvres charitables et philanthropiques — indépendamment de la somme de \$10,200.00, intérêt sur le fonds des pauvres distribué comme d'habitude — laissant un solde au crédit du compte des profits non divisés de \$350,120.76.

Suivant la coutume, une inspection fréquente et complète des livres et de l'actif de la Banque a été faite durant l'année.

Le rapport des vérificateurs et le bilan sont maintenant devant vous.

Le président,

R. DANDURAND.

BILAN GÉNÉRAL

AU 31 DÉCEMBRE, 1935.

PASSIF		
<i>Au Public:</i>		
Dépôts portant intérêt	\$54,648,485.87	
Dépôts ne portant pas intérêt	272,916.09	
Fonds de charité	180,000.00	
Comptes divers	1,011,268.07	
		\$56,112,670.03
<i>Aux Actionnaires:</i>		
Capital (Souscrit \$2,000,000.00), versé	\$ 2,000,000.00	
Fonds de Réserve	2,500,000.00	
Solde des Profits, reporté	350,120.76	
		4,850,120.76
		\$60,962,790.79
ACTIF		
Espèces en caisse et dans les banques	\$ 6,891,249.18	
Obligations des gouvernements fédéral et provinciaux	27,152,481.81	
Obligations de la Cité de Montréal et d'autres municipalités canadiennes	18,828,391.56	
Obligations de municipalités scolaires canadiennes	46,300.58	
Obligations de corporations canadiennes d'utilités publiques	2,028,533.01	
Valeurs diverses	200,000.00	
Prêts à demande et à courte échéance, garantis par des valeurs en nantissement	4,439,157.82	
Fonds des Pauvres, placé sur obligations du Gouvernement Fédéral et de municipalités canadiennes, approuvées par le Gouvernement Fédéral	180,000.00	
		\$59,766,113.96
Immeubles de la Banque (bureau principal et succursales)	\$ 1,170,000.00	
Autres titres	26,676.83	
		1,196,676.83
		\$60,962,790.79

Pour le conseil d'administration,

Le président:

R. DANDURAND

Le directeur général:

T.-TAGGART SMYTH

cent hommes, munis chacun de cent mille dollars, aillent habiter notre île Sainte-Hélène. A quoi leur servirait tout ce prétendu argent s'il n'y avait personne possédant ce qu'il leur fallait pour vivre sans argent. On ne le peut pas sans manger. Les métaux or et argent n'ont que leur valeur relative aux autres produits de la terre; voire un boisseau de blé pour trois boisseaux d'avoine par exemple, ou une once d'or pour vingt onces d'argent. Ce n'est que par convention qu'ils ont un pouvoir libérateur. Par contre, l'argent fiduciaire ou le numéraire ainsi que le crédit, y compris les dépôts en banques, reposent sur la bonne foi et la confiance qu'ils inspirent et ils disparaîtraient comme par enchantement dès que cette confiance serait détruite. Leur raison d'être est de représenter des valeurs réelles. Ils n'en ont aucune par eux-mêmes. Nos banques canadiennes ont traversé la crise de façon admirable et le fait est commenté très favorablement de par le monde. Chez nous, cependant, on voudrait leur chercher noise parce que, prétend-on, elles rétrécissent l'octroi du crédit. La critique serait fondée si réellement le crédit se créait par un trait de plume. Il n'en est rien cependant. Les banques, loin de retenir le crédit, voudraient et auraient tout intérêt à le répandre pour la raison que leurs profits, leur gagne-pain, en dépendent. Elles savent, cependant, que le crédit dont elles peuvent disposer est la propriété de leurs déposants et elles sont trop conscientes de leurs responsabilités de ce chef pour le donner sans garanties adéquates. La hantise de tout vouloir régler par un acte du Parlement et par force de loi est une autre idée qui est aussi futile qu'elle est archaïque.

Il vaut mieux avoir peu de lois qui soient bonnes qu'un nombre indéfini qui restent lettre-morte. Et vouloir pénaliser toute l'industrie, dans le but de punir quelques mécréants, c'est aussi logique que de se trancher la tête pour se débarrasser d'une dent cariée. C'est radical et final, sans doute, et l'on a le même résultat avec l'industrie. Elle se retire définitivement de la partie. Demandez plutôt à nos amis du sud. Ils en savent quelque chose et ils ont payé de leur patrimoine pour l'apprendre. En dépit de dépenses presque incalculables, le rythme du progrès est inférieur au nôtre et bien au-dessous de celui de l'Angleterre.

Me serait-il permis d'ouvrir ici une parenthèse pour vous dire un mot de notre Université? Vous ne sauriez croire, Messieurs, l'amertume que je ressens à la vue de cet édifice inachevé. Nous voici, une cité canadienne-française de 800,000 âmes. Avec un tout petit effort en commun nous pourrions parachever une oeuvre qui ferait notre orgueil comme il serait notre gloire. Occupons-nous en, Messieurs, et cette belle oeuvre sera complétée et nous aurons la suprême satisfaction de pouvoir contempler enfin notre belle et grande université digne de nous et de notre ville. La tâche est-elle trop lourde pour notre dévouement? Est-elle au-dessus de nos forces? Est-ce que cela nous regarde? Qu'en ferons-nous?

Enfin, Messieurs, groupez, je vous prie, vos énergies et continuez à augmenter vos effectifs. Le monde est aux audacieux et il appartient aux plus forts. Seuls, nous ne pourrions rien. Unis, nous sommes invincibles.

Messieurs, je vous remercie de

l'honneur que vous m'avez fait en m'appelant à présider votre Chambre. Je vous suis reconnaissant de tout coeur de l'appui que vous m'avez prêté dans la lourde tâche que vous m'aviez confiée. Je veux vous confesser que, si j'ai eu l'heur de vous être utile ou de vous rendre quelque service, c'est à mes collègues de l'exécutif et du conseil que je le dois. C'est aussi au dévouement inlassable de votre

Soyons Conséquents . . .

Les Campagnes d'Achat Chez Nous se multiplient devant l'angoissant problème posé par la décroissance de nos forces économiques.

Acheter chez nous ne doit pas se limiter aux seules choses indispensables à notre vie matérielle, mais bien s'étendre à toutes les sphères où nous possédons des activités.

Dans le domaine de l'assurance-vie, notre Compagnie vous offre des contrats attrayants, garantis par de solides réserves, et par nos trente ans de Service au Public Canadien-Français.

Réserves	Versé aux assurés
\$4,000,000.00	\$8,000,000.00

Compagnie d'assurance
sur la vie

"La Saubegarde"

Siège Social: Montréal

La seule compagnie
Canadienne Française
d'Assurance sur la vie.

Buvez . . . le LAIT RICHE et PUR de

A. POUPART & CIE Limitée

Maison essentiellement Canadienne-française

Aussi Crème, Beurre, Oeufs frais, Breuvage au Chocolat

Service ponctuel à domicile — Produits de la plus haute qualité.

1715, RUE WOLFE, - - - FR. 2194

chef du secrétariat et de ses fidèles assistants. Quant à moi, l'oeuvre de la Chambre m'a procuré beaucoup de bonheur et je l'ai toujours envisagée comme une oeuvre de prédilection.

Je félicite mon successeur, Monsieur Milette, de son élection. Je veux qu'il ait l'assurance de tout mon dévouement et de toute l'aide que je pourrai lui prêter. De votre côté, Messieurs, je vous engage à apporter à la Chambre et à ses administrateurs l'appui de votre intérêt soutenu et de votre concours le plus assidu.

École Polytechnique

Fondée en 1873

TRAVAUX
PUBLICS
INDUSTRIE

Toutes les
branches du génie.
Chimie industrielle.

430, rue St-Denis
MONTRÉAL

AUX JEUNES!

par Henry LAUREYS

Malgré les difficultés économiques actuelles nous avons en ce moment au Canada, le droit d'être optimistes. Depuis quelques semaines notre blé se vend plus rapidement et mieux qu'au cours des dernières années. Nous bénéficions, il est vrai, des bévues de nos concurrents et des circonstances climatiques, favorables chez nous, défavorables ailleurs. Ces avantages momentanés ne doivent pas nous faire perdre de vue l'importance du marché extérieur du blé. Bien des erreurs ont été commises depuis dix ans sujet de la vente de ce produit. Nous n'avons pas le droit de les rééditer, car nous pourrions un jour constater à nos dépens que nous avons tué la poule aux oeufs d'or. La production du blé au Canada ne peut semmenter sans le secours de l'étranger. Plus des deux tiers de notre production se vendent au dehors, dont 90% en Europe. Les marchandises s'échangeant contre des marchandises, il est évident que pour sauvegarder nos débouchés nous devons aussi permettre à nos clients de vendre ici leurs produits. Diverses mesures sont en voie d'être prises pour faciliter ces rapports avec l'Europe.

Et puis aussi, il faut saluer avec joie la signature du traité de réciprocité canado-américain. D'abord

parce qu'il permettra le développement des relations commerciales entre le Canada et les Etats-Unis, mais aussi parce qu'il est la première brèche importante faite aux barrières tarifaires que tous les pays du monde se sont acharnés, par aveuglement et étroitesse d'esprit, à élever depuis quelques années à des hauteurs inconnues jusqu'à présent. Il faut espérer que l'exemple sera salutaire et que bientôt des accords semblables seront mis sur pied par d'autres peuples. Cet événement économique qui pour nous est de première importance pourra de la sorte avoir des répercussions beaucoup plus lointaines et tout aussi heureuses pour d'autres pays. De bilatérales de telles ententes deviendraient alors multilatérales. Le commerce international en serait facilité et bientôt peut-être l'industrie reprendrait vie partout. La prospérité serait à notre portée!

D'ailleurs j'ai souvent dit à mes élèves que la crise avait été déclenchée aux Etats-Unis et que les mesures les plus lointaines, avant les tarifs Hawley Smooth et autres, qui l'avaient provoquée étaient les lois de prohibition et de contingentement de l'immigration. Je ne retire

(Suite à la page 25)

PARADIS & FILS, LTÉE

ÉDIFICE "SUN LIFE"

MONTREAL

INDUSTRIELS

ALFRED H. PARADIS, PRESIDENT

ALFRED PARADIS, VICE-PRESIDENT



LA CHAMBRE DE COMMERCE JUNIOR

L'ÉCONOMIQUE ET LE NATIONAL

Conférence donnée par Monsieur l'abbé Lionel Groulx
au dîner de la Chambre de Commerce Junior

Monsieur le président,
Messieurs,

Cette invitation de votre jeune Chambre de Commerce faite à un prêtre porte avec soi sa signification. Comme tous les jeunes hommes de votre génération, certaines détresses vous tiennent angoissés: angoisse qui vous incline cependant, beaucoup moins à l'analyse du mal qu'à la recherche des causes que vous soupçonnez de l'ordre moral et spirituel. Des aiguilles chez nous, c'est trop évident, accusent, en ce moment-ci, d'effroyables retards, si même elles n'ont cessé de marquer l'heure. Notre vie économique a pris le morne aspect d'un cadran mort ou moribond. Mais les responsables, vous dites-vous, ce ne sont pas les aiguilles: quelque chose a été dérangé dans l'horlogerie.

Quel est ce dérangement? Quelle pièce maîtresse du mécanisme aurait besoin d'être réparé ou remise à sa place? Vous me priez de vous le dire. Je voudrais essayer de le faire, sans pour autant me croire orfèvre. J'entends parler en prêtre et en historien.

I

En premier lieu, je demande la permission de vous rappeler un certain nombre de faits ou de

vérités. Il est entendu, je pense, que nous vivons en Confédération. Mais, de cette Confédération, qui est responsable? Je l'ai déjà dit: nous-mêmes, les Canadiens français, seuls ou presque seuls. La minorité de cette province, n'a pas demandé que je sache, cette forme d'Etat politique: et ce n'est pas pour la minorité que la Confédération fut faite. Demandée par nous, elle a été faite pour nous. Et voici une deuxième vérité, non moins manifeste: nous avons demandé les institutions fédératives, non pour des motifs d'ordre économique ou politique, mais, au premier chef, pour des motifs d'ordre moral: je veux dire d'ordre national et spirituel: la survivance de notre langue, de notre culture, de nos traditions historiques, juridiques, religieuses, exigeait avo-nous cru, une certaine autonomie politique et nationale. Et voici une troisième vérité non moins manifeste: à cette forme fédérative de l'Etat canadien qui impliquait la résurrection politique et nationale de notre province, les contractants de 1867 ont acquiescé unanimement. Le parlement impérial a ratifié lui-même cet acquiescement, en même temps qu'il s'inclinait devant notre volonté. Pesez bien, je vous prie, les termes de cette

déclaration de Lord Carnarvon faite à la Chambre des lords le 19 février 1867: à mon sens, texte capital: "Le Bas-Canada est jaloux et fier à bon droit de ses coutumes et de ses traditions ancestrales: il est attaché à ses institutions particulières et il n'entrera dans l'union qu'avec la claire entente qu'il les conservera . . . La Coutume de Paris est encore le fondement reconnu de leur code civil, et leurs institutions nationales ont été pareillement respectées par leurs compatriotes anglais et chéries par eux-mêmes. Et c'est avec ces sentiments et à ces conditions que le Bas-Canada consent maintenant à entrer dans cette Confédération." Ces paroles ne souffrent pas d'équivoque. Elles me permettent d'énoncer une quatrième vérité: nous avons demandé les institutions fédératives ai-je dit nous l'avons fait avant tout pour des motifs d'ordre national; vœu et ces motifs furent agréés par tous; il s'ensuit qu'en 1867, il fut agréé unanimement, que cette province constituerait, dans le cadre de la Confédération, un Etat national, un Etat français. Et j'ajoute enfin ma cinquième et dernière conclusion: à cet Etat français, vous concédez sans doute le droit à tous les organes d'un

Etat viable: et vous admettez en particulier la nécessité d'un appui matériel à toute vie spirituelle, en d'autres termes, la nécessité d'une certaine indépendance économique pour la conservation de la culture nationale: en outre, cette nécessité, vous la reconnaissez d'autant plus que, de nos jours, l'empire se révèle tout-puissant de l'économique sur la vie politique, sociale, morale, intellectuelle, culturelle d'un peuple; du même coup, vous êtes forcés d'admettre qu'il n'y a de peuple et d'état viables, maîtres de leur destinée, que l'Etat et le peuple maîtres de leur vie économique.

Je préviens ici tout de suite votre question: qu'est-ce qu'un Etat maître de sa vie, de ses forces économiques? Il me sera permis, je crois, de simplifier ma réponse, en ramenant l'autonomie économique d'un peuple à la possession de ces trois sources capitales de richesse:

Un patrimoine national, je veux dire un sol et un sous-sol fructifiant principalement pour les nationaux;

Un travail dirigé principale-

ment par les nationaux et fructifiant principalement pour eux;

Le fruit de ce travail, c'est-à-dire le salaire, l'épargne, restant principalement aux mains des nationaux et fructifiant pour eux.

II

Ces trois conditions de l'autonomie économique se réalisent-elles pour nous? Messieurs, c'est un lieu-commun, n'est-ce pas, que de parler de notre déroute économique? Chaque jour nous apporte ce spectacle brutal d'un avoir qui se rétrécit comme une mystérieuse peau de chagrin. Et j'entends dire que l'opération d'arithmétique difficile ne serait pas de calculer ce qui nous reste. J'affirme, je pense des vérités, des faits connus de tout le monde, quand je constate que notre patrimoine national—ou ce que l'on est convenu d'appeler de ce nom—sol, sous-sol, forêts, forces hydrauliques, mines etc., ne figure pas au chapitre de notre propriété ni ne capitalise pour nous. Ce qu'il nous arrive même de considérer comme un patrimoine inviolé, la terre défrichée, le sol voué à l'agriculture, nous rend-il ce qu'il pourrait nous rendre, si l'on tient compte, en ce domaine, de la sous-production et de la mévente?

Dans l'exploitation maintenant des richesses nationales et de même en toute entreprise d'exploitation, qu'il s'agisse de nos matières pre-

mières ou de matières importées, j'affirme encore, je pense, un fait que personne ne récusera, quand je dis que rarement nous tenons des rôles de chefs, de patrons, et que les grands employeurs ne sont pas en général de notre côté. Notre main d'oeuvre, celle, par exemple, de la forêt, ou celle des usines de toute sorte, celle des grandes compagnies d'utilité publique, ne travaille pas principalement pour nous, pour des patrons de notre groupe, au bénéfice principal de notre groupe. Rarement encore, en ce monde de travailleurs, comptons-nous les gros salariés, trop souvent satisfaits ou obligés de nous satisfaire du monopole des petits salaires, sinon même des salaires injustes. Enfin j'affirme encore une autre vérité incontestable, quand je dis que le produit de ces salaires, notre épargne et, en général, l'argent gagné par les nôtres, par tous les nôtres, ouvriers, agriculteurs, employés, professionnels n'ont pas pris l'habitude de rester pour la plus grande part, entre nos mains, ni de prendre le chemin des réservoirs qui amassent pour nous. Commerce, banques, compagnies d'assurance, compagnies d'utilité publique, compagnies de prêts, de finance, magasins, épiceries, institutions de toute sorte où nous ne comptons pour rien ou pour peu de chose, happent cet argent au passage comme d'une impitoyable succion. Bref, de notre propre domaine, de notre propre travail, de notre propre épargne, nous bâtissons notre servitude économique. Et cette conclusion n'a rien d'excessif ni de pessimiste, que notre régime économique actuel, loin de fournir un appui à notre survie culturelle ou nationale, constitue pour elle un danger menaçant.

Quelles peuvent être les conséquences d'une pareille situation? Elle aura eu, en notre province, comme partout ailleurs, ses répercussions sociales. Le régime économique que nous avons vu se développer, surtout depuis vingt ans, a opéré, chez nous, un effroyable déséquilibre de population. Il a déraciné nos ruraux; gonflé démesurément nos villes. Peuple jeune et de traditions agricoles, nous

HORACE GUAY AVOCAT

Chambre 301
266 OUEST, RUE ST JACQUES
HArbour 3254
1781 ADDINGTON
DExter 0594

IMPOSANT RECORD DE VENTE DU SIROP LAMBERT

A la date du 31 décembre

La vente atteignait	9,720,210 bouteilles
Equivalant à	{ 116,642,520 doses ou 364,508 gallons
Placées, côte à côte, cette quantité de bouteilles de Sirop Lambert, couvrirait une distance de	460 1/4 milles
Plus que la distance entre Montréal et New-York.	
Le poids total en est de	10,800,160 lbs.
Ce qui nécessiterait pour son transport un train de fret moderne de d'une capacité respective de et couvrirait une distance de soit une longueur de plus de	135 wagons 80,000 lbs. 10,800 pds. 2 milles

LE BON VIEUX REMEDE DE
FAMILLE.
Plus Populaire que Jamais.

PRODUIT CANADIEN
ADAPTE AUX BESOINS
CANADIENS

SIROP LAMBERT

voici en majorité parqués dans les agglomérations faubouriennes. Dans la ville de Montréal, ce triste honneur est le nôtre de compter, proportionnellement à notre population, le plus grand nombre de secourus: 30 pour cent, soit 158,761 sur une population de 523,063 Canadiens français. Nous dépassons de quatre pour cent ceux qui nous suivent de plus près, les Italiens et les Ukranien dont la proportion de secourus n'atteint que 26 pour cent. Nous avons déjà, avant la crise, un prolétariat mal enraciné, mal acclimaté, de date trop récente, pour avoir acquis une conscience de classe et pour échapper aux vices de sa condition; nous voici maintenant avec une armée formidable de chômeurs, de vrais miséreux, en danger de s'acheminer rapidement vers le paupérisme crapuleux. Demain si nous ne les avons déjà nous aurons nos "damnés de la terre." Et, dans cette armée, vous apercevez un régiment dont la présence en un tel milieu, fait mal au coeur,— un régiment que, selon toute proportion, je pense, notre haute natalité fait plus considérable qu'en tout autre pays, le régiment de notre jeunesse instruite, de notre jeunesse en fleur. Pour elle, plus d'emplois, pas même ceux que le talent et le travail pouvaient conquérir naguère de haute lutte, mais le choix entre la déprimante profession du "collet blanc" ou le camp de concentration.

Il y a pis toutefois que ces répercussions sociales. Ecoutez cer-

taines plaintes de la foule, quelques dénonciations de la jeunesse. Et, à ce propos, Messieurs, gardons-nous, je vous prie, de la plus déraisonnable peut-être des attitudes intellectuelles, et qui consiste à ignorer ou à écarter une expression d'opinion parce qu'il lui arrive de contrecarrer nos idées ou nos sentiments. Soyons plus objectifs, d'esprit plus critique, j'oserai dire plus humains; essayons de comprendre. Et surtout ne nous flattons pas de supprimer un état d'âme populaire parce qu'il nous aura plu de le nier ou de le trouver déplaisant. Si donc vous écoutez ce qui se dit, vous constaterez que, dans l'avilissement actuel de nos populations ouvrières et de notre jeunesse sous le régime du chômage, ce qui alarme tout le monde, ce ne sont pas seulement les germes de corruption révolutionnaire, la plaie cancéreuse qu'un certain régime nous aura mis au flanc, c'est le retentissement de pareils malheurs dans la vie même de la nationalité. Impossible de nous le cacher: nous assistons au plus terrible, au plus irréparable gaspillage qui se soit jamais fait du seul capital qui nous était resté: notre capital humain. Et nous nous apercevrons un jour que vingt ans de chômage et de "secours direct" nous aurons fait plus de mal que cent ans d'émigration aux Etats-Unis.

Si vous écoutez encore ce qui se dit, vous apprendrez que ce qui alarme et ce qui aigrit, ce n'est pas seulement, comme en d'autres pays, l'écart souvent anormal

entre les ressources d'une poignée de grands possédants et la masse des non-possédants ou des petits possédants; mais cette particularité que les uns et les autres ne sont pas, en cette province, de même famille, de même nationalité. J'aborde ici, je le sais, un sujet délicat. Et vous comprendrez que, ce sujet, je n'aie pas le goût de le passionner. J'essaie seulement de voir les choses comme elles sont. Et notez qu'à ceux-là que l'on désigne comme des dictateurs économiques, je n'entends nullement prêter des intentions agissives. Mais enfin ces hommes ne sont pas des saints; ils ne sont que des hommes. S'attendre qu'ils épouseront comme nous nos aspirations nationales, c'est naïveté et chimère. Le voudraient-ils qu'ils ne pourraient pas. Il faut même dire plus: il n'y a pas d'exemple d'oligarchies financières ainsi constituées et agissant en un tel milieu qui n'aient pas abusé de leur puissance. Mais alors et si ces hommes, en réalité, tiennent la direction de notre vie économique, le moins que l'on puisse dire ne serait-ce point que chez nous les grandes forces économiques ne sont pas et ne peuvent pas être au service des aspirations vitales de notre peuple?

Notre mal, vous l'avez là, en sa réalité crue, en son acuité. S'il est irritant, s'il donne parfois lieu à des sursauts d'où l'aigreur n'est pas absente, c'est qu'en notre province, le désordre économique ne s'arrête pas, comme ailleurs, à la frontière du social; il rebondit dans un domaine où les sensibilités sont extrê-

ÉCOLE TECHNIQUE DE MONTRÉAL

200—OUEST, RUE SHERBROOKE

Forme une main d'oeuvre experte dans les travaux manuels, notamment dans la fabrication des meubles, y compris le mobilier de genre. Des travaux de placage, de marqueterie et autres spécialités de l'ébénisterie y sont exécutés sous la direction de professeurs et artisans hautement qualifiés, avec des essences de la Province de Québec.

Pour tous renseignements s'adresser au secrétariat

mement vives, les réactions plus profondes et promptes: le domaine national. C'est qu'il pose, pour nous, un problème toujours tragique: celui de la vie. Pourrons-nous vivre, et de quelle vie, et combien de temps, asservis économiquement comme nous le sommes? C'est, à peu de chose près, la question que me posait à moi-même, l'été dernier, M. André Siegfried: "Pourrez-vous subir, comme vous le faites, l'américanisme économique et rester de culture française?" C'est aussi la question que se pose avec beaucoup d'émoi, notre jeunesse, j'entends celle qui réfléchit.

"Avoir vécu et si orageusement depuis trois cents ans, nous dit-elle, et se retrouver encore à ce point! Posséder des forces saines, tout ce qu'il faut pour bâtir sa vie, garder la volonté, malgré tout, de continuer son destin, de le faire beau, à la mesure du passé, et se voir acculés à une sorte de démission!"

Sentiments d'amertume, je le veux bien, et mal refoulés que ces sentiments de la jeunesse! Mais qui, dans la génération des aînés, aurait le droit de les lui reprocher trop vivement? Toutefois si j'essaie de comprendre ce pessimisme, je voudrais bien qu'il fût aussi compris que je n'entends nullement le partager. S'il m'arrive de penser qu'un diagnostic franc, impitoyable, est au principe de toute guérison, et si je me refuse à l'optimisme des naïfs, des endormeurs et des superficiels, pour le reste, j'ai bien l'honneur de vous faire savoir que personne ne me prendra jamais ni mon espoir ni ma foi. Quand toute la jeunesse elle-même aurait fini d'espérer, je serai de ceux qui espèrent encore, parce qu'aussi longtemps qu'un peuple catholique se souvient de son catholicisme, il garde le droit à l'espérance infinie.

III

Vous vous attendez, sans doute, que je réponde maintenant à cette question: De ce mal que vous venez de décrire, y a-t-il des responsables et qui sont-ils? Parmi les responsables présumés, il en est un que l'on charge volontiers, et dont je veux prendre la défense: notre peuple. Un peuple aussi intelligent que bien d'autres, généralement sain, laborieux, qui a fait quelque chose, quoique l'on dise, depuis trois cents ans et qui, avec le goût du travail, avait gardé la volonté jusqu'à ces derniers temps, de ne devoir son pain qu'à l'activité de ses bras, et, qui après tout n'est pas chargé, plus que tout autre peuple,

de la haute direction de sa vie économique, un tel peuple, dis-je, ne peut pas être réduit à l'état où il est, victime d'une déviation prolongée, essentielle, et que ses dirigeants, de quelque catégorie qu'ils soient, aient le droit de lui dire: il n'y a que de ta faute.

Vais-je essayer de définir la responsabilité de l'Etat? Il y faudrait une franchise, Messieurs, que vous ne tolérez point. N'avez donc crainte. Fussé-je libre de me mêler à vos querelles politiques, je refuserais de le faire. Il me suffit d'être prêtre. Je commencerai d'ailleurs, par vous rappeler que l'Etat ne peut être tenu responsable en la matière, de façon générale qu'au titre de sa mission secondaire qui est de promouvoir la prospérité publique, ou encore dans la mesure où, pour promouvoir cette prospérité, il a le devoir d'intervenir dans la vie économique. Je vous rappelle encore que, s'il y a une responsabilité de l'Etat, cette responsabilité, il faut la faire remonter assez loin: jusqu'à il y a 69 ans; car notre mal économique, j'espère vous le démontrer, tient au premier chef à un manque d'orientation nationale, et c'est depuis 69 ans à tout le moins que nous souffrons de désorientation essentielle. D'autre part, vous le pensez bien, je lis, j'observe, j'entends parler et j'écoute comme tout le monde. Mon métier d'historien m'a révélé quelques-uns des ressorts secrets de la politique. Et je crois savoir un peu ce qui se passe dans le monde contemporain. Mes lectures m'ont appris, entre autres choses, que si les chefs des grandes oligarchies industrielles ou financières sont volontiers jaloux de leur indépendance contre toute ingérence ou toute surveillance de l'Etat, en revanche ils ne se font pas faute de surveiller eux-mêmes l'Etat et de s'ingérer en sa politique. Et vous savez, comme en tous pays du

À la Jeunesse PUBLICATIONS DE L'ÉCOLE des HAUTES ÉTUDES COMMERCIALES et de Ses professeurs:

Lucien Romier:	
Les Problèmes Économiques de l'Heure présente	\$1.00
Texte intégral des conférences prononcées à l'École des Hautes Études commerciales	
Henry Laureys:	
La Conquête des Marchés Extérieurs	\$1.00
La Technique du Commerce d'Exportation	\$1.00
Edouard Montpetit:	
Sous le Signe de l'Or	\$1.00
Les Cordons de la Bourse	\$1.00
Benoît Brouillette:	
La Chasse des Animaux à fourrure au Canada	\$2.00
Le Canada par l'Image	\$1.50
Gérard Parizeau:	
L'Assurance-incendie au Canada	\$1.00
Raoul Blanchard:	
Géographie de l'Industrie	\$0.50
Texte intégral des conférences prononcées à l'École des Hautes Études commerciales	
Paul Riou et Gérard Delorme:	
Essais de produits commerciaux	\$1.50
Maximilien Caron:	
Précis de Droit des Effets de commerce	\$0.75
Alexander Smith et T. A. Birch:	
A Higher English Course for French Canadian Students	\$0.85
Études Économiques:	
Thèses présentées à la licence	
Vol. I	\$1.50
Vol. II	\$2.50
Vol. III	\$2.50
Vol. IV	\$5.00
L'Actualité Économique	\$2.00
organe officiel de l'École des Hautes Études commerciales.	
Vols 1, 2, 5, 6, 7, 8, 9, et 10.	
MM. les Membres de la Chambre de Commerce des Jeunes, abonnez-vous à l'ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE et tenez-vous au courant des problèmes du jour. Prix de l'abonnement \$3.00	

C.-E. RACINE & CIE, Limitée

COURTIERS EN DOUANE ET TRANSITAIRES

Dédouanement — Exportation — Drawbacks

monde, l'on parle mal, par le temps qui court, du régime parlementaire. "En régime parlementaire," disait quelqu'un récemment, "l'Etat n'est pas libre, parce que manoeuvré plus ou moins consciemment par les concentrations économiques." Et celui qui parle ainsi n'est nul autre qu'Oliveira Salazar, le dictateur portugais, le moins bruyant, mais, à mon sens, le plus digne, le plus constructeur, le plus grand des dictateurs contemporains. Que faut-il penser, Messieurs, de pareils jugements? Qu'en est-il chez nous? Dans quelle mesure l'Etat a-t-il perdu sa liberté ou sa liberté est-elle menacée? Je vous ai prévenus que je ne répondrais pas à ces questions. J'entends dire, du reste, qu'on s'en charge abondamment de part et d'autre. Qu'il me suffise d'énoncer, sur le rapport de l'économique et du national, quelques-uns des devoirs de l'Etat et d'autres groupes ou personnages que l'Etat.

L'Etat, comme l'on sait, a une double mission: une mission principale qui a pour objet la paix publique par la détermination et la protection des droits civils et politiques; une mission secondaire qui est de promouvoir la prospérité générale de la société: une prospérité organique, cela va de soi, où les facteurs, temporels et spirituels, s'agencent et s'ordonnent hiérarchiquement. Or vous n'avez pas oublié les prémisses ou les postulats que je posais au début de cette causerie. En 1867 nous avons demandé et nous avons obtenu la résurrection politique du Canada français. Nous l'avons demandée, je vous l'ai encore rappelé, principalement pour des motifs d'ordre moral et culturel. Faire de cette province un Etat français, c'est donc notre droit strict, un droit que l'on ne saurait nous contester, pas plus que l'on ne peut contester à la France, le droit d'être française, à l'Irlande le droit d'être irlandaise, à l'Allemagne le droit d'être allemande. Etre français, rester français, c'est même plus que notre droit, c'est notre devoir et notre mission. Mais ce droit, ce devoir, cette mission, se fondent en définitive, sur quoi? D'un mot: sur le prix que nous attachons au bien national et sur la valeur qu'ef-

fectivement ce bien représente. Autrement dit, par cela nous sommes de descendance et d'hérédité françaises, d'esprit latin et catholique, nous estimons posséder un potentiel de culture qui, pour le développement de la personnalité humaine de chacun de nous et pour l'ensemble même de notre collectivité, représente un climat moral, un milieu éducateur, un capital spirituel à la vérité irremplaçables. Pour ces raisons, l'Etat a l'obligation de se rappeler que le bien national, notre avoir culturel, fait partie intégrante du bien commun dont il a spécialement la responsabilité. Et puisque l'économique et le national ne sont point sans rapports l'un à l'égard de l'autre, l'Etat a encore l'obligation de se rappeler que le bien national lui impose des devoirs, même en l'ordre économique.

J'espère que mes paroles ne prêtent à aucune méprise. Nous ne sollicitons point et nous ne saurions solliciter un régime de faveur, encore moins une tutelle pour mineurs. Nous confessons n'avoir nul droit à une politique économique d'un paternalisme partial qui ferait de nous un groupe privilégié, et qui constituerait, en quelque sorte, une

prime permanente, à la paresse, à la maladresse, à l'esprit de routine. Nous ne demandons rien et nous ne pouvons rien demander, du point de vue national, que la politique économique de tout Etat normal: à égale distance de l'interventionnisme excessif et du libéralisme manchestérien. Mais nous disons qu'une certaine vie économique nous étant nécessaire et de nécessité organique, nous avons droit à un régime qui, non seulement ne mette pas en danger notre avoir culturel, mais qui en favorise l'épanouissement. Et cette définition peut aller assez loin; elle implique sûrement le droit de ne pas mourir de faim sur notre terre; le droit à un régime du travail qui laisse à nos classes ouvrières le sens de la dignité, qui ne leur interdise pas la possibilité de l'épargne, l'amélioration graduelle de leur état; le droit à un régime économique qui nous

Tel. BE. 1088 Casier postal: 2886

MAURICE TRUDEAU

de

VIEN, FARIBAUT ET TRUDEAU

Conseiller juridique de la Chambre

132, OUEST RUE ST-JACQUES
CHAMBRE 1025



Le soulier de qualité Slater, souple et élégant, est le complément nécessaire d'une toilette impeccable.

Les Chaussures Slater
COMPTENT 66 ANS DE PROGRES CONTINUS!

Téléphone:
L'Ancaster 9013

No. 907
Boulevard Saint-Laurent
Montréal



Georges Moquin

MERCERIE — CHAUSSURES — CHAPEAUX — VETEMENTS
DEPOSITAIRE DES FAMEUX SOULIERS SLATER

RODOLPHE BÉDARD

Comptable agréée
Chartered Accountant

Bureau établi en 1908

425, ave. Viger
MONTREAL

Téléphone Lancaster 0762

La
Fumigation Moderne
Limitée

Extermination des Insectes
et de la Vermine

**DESINFECTION
GENERALE**

Georges Bathalon, - Président
W. A. Janelle, - Sec.-Trés.
Ingénieurs Chimistes

EDIFICE AMHERST
1010, Est rue St-Catherine
MONTREAL

COQUERELLES
EXTERMINÉES
au moyen de la poudre
MYSTERIEUSE
— Cherrier 2164 —

Tél. Lancaster 2412

ANDERSON & VALIQUETTE
Comptables-Vérificateurs

J.-Charles Anderson, L.I.C.
Jean Valiquette, C.A., L.I.C.
Roméo Carle, C.A.
A. Dagenais, C. A.

84, rue Notre-Dame O.,
Montréal

laisse la possibilité de constituer des classes moyennes: dont les unes s'adonneront aux fonctions d'ordre intellectuel, à la recherche scientifique, aux travaux d'art, à la poursuite des biens de l'esprit, élément essentiel de toute vraie civilisation; et dont les autres pourront se livrer à un travail indépendant, à des industries indépendantes, avec des chances de parvenir à la vraie richesse; le droit encore à un régime économique qui laisse possible parmi nous la constitution de grandes fortunes, de classes riches, dans la mesure bien entendu où ces classes acceptent de servir la collectivité, contribuent au succès des grandes entreprises de l'industrie et du commerce, au développement des sciences et des arts, à l'indépendance économique des leurs, au soulagement des infortunes humaines. A plus forte raison, ma définition implique-t-elle le droit de n'être pas gouvernés contre nous-même. Et cette formule veut dire un régime économique de loyale concurrence, de fair-play. Car, pour ce coup, intervient la mission première de l'Etat qui est la détermination et la protection des droits. Si nous n'avons nul droit à des privilèges, nous avons sûrement le droit à des chances égales à celles de nos rivaux; et plus encore avons-nous le droit de n'être pas éliminés de la bataille économique par des procédés, des organisations industrielles ou financières qui constitueraient une violation flagrante des lois de notre pays et de notre province. Et ici je ne crois pas trop m'aventurer ni mettre en garde contre des fantômes. Les monopoles existent, puisque les tribunaux en ont condamnés; ils existent puisqu'il a fallu créer des commissions d'Etat pour rogner les griffes

de quelques-uns. Des hommes, hommes de finance et d'autres, nous disent parfois: "Vous n'aviez qu'à prendre comme les autres; les richesses étaient là, à la portée de tout le monde." C'est bientôt dit. Encore faut-il que les chances de prendre soient égales pour tout le monde et que l'on ne nous invite pas à prendre quand tout est pris.

En parlant ainsi, Messieurs, veuillez le croire, je n'ignore point que nous ne sommes pas seuls en cette province. Et voici encore revenir le sujet délicat qu'il ne faut pas passionner. Et vous savez qu'il est passé en tradition chez nous que l'on ne puisse réclamer justice pour ses compatriotes canadiens-français, sans s'en excuser auprès de ses compatriotes d'autres races. Je crois pourtant que vous me permettrez d'énoncer quelques propositions: en cette province et depuis 150 ans, nous avons traité avec assez de justice et de générosité les groupes minoritaires pour qu'ils n'aient pas à s'effrayer d'une politique comme celle que je viens de définir. Une politique canadienne-française n'est pas nécessairement, que je sache, une politique d'agression ni d'injustice à l'égard de qui que ce soit. Nous ne songeons à dépouiller personne; seulement nous n'entendons pas, non plus, être dépouillés. Nous n'empêchons personne de vivre; mais nous voulons vivre nous aussi. Et j'estime que ce n'est pas prendre la place des autres que de prendre la nôtre. Je ne suis, ai-je besoin de le dire, ni anti-anglais, ni anti-juif. Mais je constate que les Anglais sont pro-Anglais et que les Juifs sont pro-Juifs. Et dans la mesure où pareille attitude ne blesse ni la charité, ni la justice, je me garderai bien de leur en faire reproche. Mais alors je me demande pourquoi, et dans la

1926 RUE PLESSIS
PRES O'NTARIO

MONTY, GAGNON & MONTY

AMHERST 890C

DIRECTEURS
DR. J. P. MARIN
G. N. MONTY
L. PHILIPPE GAGNON
HENRI P. MONTY
J. P. E. MARIN

POMPES FUNEBRES

SALONS-MORTUAIRES SERVICE D'AMBULANCE

Administrateurs de
La Compagnie Générale de Frais Funéraires, Limitée



G. N. MONTY

même mesure, les Canadiens français seraient tout, excepté pro-Canadiens français? Du reste j'oserai même demander s'il est bien dans l'intérêt de la minorité qu'un redressement tarde à s'opérer? La question qui se pose est bien celle-ci: la situation économique qui prévaut actuellement dans la province de Québec, notre peuple la subira-t-il et peut-il la subir indéfiniment?

Je suis persuadé, pour ma part, qu'il ne la subira pas indéfiniment et qu'il ne peut pas la subir parce qu'elle n'est pas acceptable. J'appelle une situation économique inacceptable, une situation ou un régime qui met, entre les mains d'une minorité, presque toutes les grandes sources de la richesse, presque tout le crédit, les plus grandes sources d'emplois, presque tous les leviers de commande, et qui, par cela même, constitue une grave menace pour la liberté de l'État et pour notre autonomie politique et nationale; j'appelle encore régime économique inacceptable, un régime qui, pour ses besoins premiers et vitaux, met la majorité, la population autochtone, à la merci ou à la remorque de la minorité, lui inflige l'humiliation collective en faisant d'elle un peuple d'employés et de serviteurs; un régime qui, par des conséquences comme celles-là, mine la confiance d'un peuple au génie de sa race, et le contraint même à orienter son enseignement, non selon les traditions du génie national, mais vers un sacrifice progressif de sa langue et de sa culture. Et bien, Messieurs, parlons-nous franchement: croyez-vous qu'un pareil régime soit fait pour durer et pour être enduré? Je ne vous fais qu'une modeste prière: observez aujourd'hui l'opinion en réalistes: une génération de Canadiens français la mienne a pu accepter que, dans cette province, il y ait un grand commerce, une grande finance, de grandes industries, de grandes compagnies d'utilité publique, et que, dans ce commerce, cette finance, ces industries, ces compagnies, qui ne sont que le fruit de l'exploitation des ressources nationales, nous qui sommes après tout la majorité des clients, nous ne tenions, en tout cela, que les rôles les plus infimes

et les plus méprisables; une génération de Canadiens français a pu lorgner ce spectacle d'un peuple qui s'en allait à sa déchéance, comme d'une confortable loge de bourgeois, l'on suivrait une fiction de comédiens, un drame où l'on n'aurait point de part: mais vous savez bien qu'une autre génération ne regardera pas du même oeil ce spectacle poignant, parce qu'il le blesse au plus vif de son esprit et de sa fierté, parce qu'il le mord au plus sensible de sa chair. Et vous savez bien également qu'une autre génération n'acceptera pas ce régime parce que, nettement, infailliblement, il aboutit à nous dénationaliser. Certes, je le sais, notre âme, notre moral sont bien bas; mais je ne sache point que nous soyons encore résignés au suicide. Avant 1837, nos pères qui n'étaient qu'un demi-million n'ont pas accepté un régime qui s'empare de la politique pour accaparer et dominer l'économique. Moi je vous dis que la prochaine génération n'acceptera pas davantage en 1937 le régime qui prétendrait se servir de l'économique pour dominer la politique, et par elle, toute notre vie nationale et spirituelle. Et que l'on ne crie pas au nationalisme provocateur. Il ne s'agit pas de savoir si les paroles que je prononce sont désagréables; il s'agit de savoir si elles sont justes, vraies, et si elles ont une valeur d'opportun avertissement. Il ne s'agit pas de dresser deux races l'une contre l'autre; il s'agit de les empêcher de se dresser l'une contre l'autre. Qu'une oligarchie existe et dispose de l'extraordinaire puissance dont je parlais tout à l'heure, c'est un désordre; un désordre où il peut n'y avoir pas que de la faute de l'oligarchie, où la victime elle-même peut avoir sa large part de responsabilité; un désordre qu'il ne faut pas supprimer par l'injustice ou par la violence, **mais un désordre** qui doit cesser dans l'intérêt même de ceux qui en profitent. Car si vous laissez se poser et se développer des antagonismes que nul peuple qui veut vivre et d'une vie libre et fière, n'a jamais endurés, prenez garde. Pour le reste, je ne me flatte point de plaire à certaines gens pour qui la suprême sagesse du sonneur

CHerrier 8622

J. O. Labrecque & Cie*agents pour*

- BOIS
- CHARBON
- HUILE A CHAUFFAGE

Service jour et nuit

975, rue Wolfe — Montréal

Adresse Télégraphique:
'Lachamp'

Tel. HArbour 1196-1197-1198

Lamothe & Charbonneau
AVOCATS

J. C. LAMOTHE, L.L.D., C.R.
J. P. CHARBONNEAU, B.C.L.
N. CHARBONNEAU, B.C.L.
J. L. CHARLEBOIS, L.L.L.

Edifice Aldred, suite 909-910
507 PLACE D'ARMES
Montréal

Téléphone:
LAncaster 4191***W. H. PERRON**
& CIE Limitée

Spécialistes en
Graines de semence et
Accessoires de Jardin

●
'Chez PERRON tout est bon'●
935, Blvd St-Laurent,
MONTREAL

d'alarme est de sonner le lendemain de l'incendie.

IV

Il serait pourtant indigne de nous d'attendre uniquement de l'Etat le redressement de notre situation économique, comme des mineurs incapables de jamais se passer de tutelle. L'Etat, du reste, puissant pour le mal comme pour le bien, puissant en particulier sur le jeu des forces économiques, ne peut pas tout, même l'Etat de nos jours, à prétentions totalitaires. Au surplus nous pourrions peut-être aussi nous aviser que la politique est une résultante, un effet des idées qui prévalent un moment dans un pays. De la politique bienfaisante ou malfaisante de tout Etat, on peut dire que cette politique ne se fût jamais faite, si tel courant d'idées ne l'eût favorisée. Vous voulez agir sur la politique de votre province? Commencez par agir, dirais-je, à côté d'elle et surtout au-dessus d'elle: sur les idées, sur les idées spirituelles et nationales. Car, au risque de passer pour un esprit astrologique, je me risque à prétendre que notre plus grave problème de l'heure, c'est un problème d'orientation. Nous avons, pour guider magnifiquement notre vie publique, deux grandes idées directrices: l'idée catholique et l'idée nationale. Le mal dont nous souffrons, existerait-il ou serait-il si grave et si grand, si tous tant que nous sommes, les uns plus que les autres, sans doute, nous n'avions plus ou moins tourné le dos à ces idées directrices?

Messieurs, je suis catholique pour des raisons qui ne tiennent pas à mon patriotisme. Mais je suis patriote pour beaucoup de raisons qui tiennent à mon catholicisme. Et,

de ces raisons, l'une des premières, c'est qu'un peuple chercherait en vain, en dehors du catholicisme, une formule de vie organique. Vous voulez faire des affaires et vous voulez y réussir? Et vous voulez faire des affaires pour restaurer votre province, ressaisir l'âme nationale? Eh bien, souffrez que je vous dise: commencez par travailler d'abord au rétablissement de l'ordre chrétien. N'entreprenez de résoudre le problème économique qu'en fonction d'un tout. L'isoler, c'est le rendre insoluble. Le difficile, pour les dirigeants de toute catégorie, ce n'est pas de se rendre maîtres des problèmes isolément, l'un après l'autre; c'est de les agencer, c'est d'en saisir l'interdépendance dans la vie d'un organisme complexe comme la vie de tout peuple. Et c'est de les résoudre en fonction l'un de l'autre. Le spectacle actuel du monde et le spectacle de notre pays ont dû vous en persuader: tout ordre économique et toute civilisation qui tentent de se constituer contre l'homme, sont voués à la destruction violente. L'homme ne supporte pas longtemps ce qui se fait sans lui ou contre lui. Or, je vous le demande, quelle est la doctrine qui, mieux que la doctrine catholique, mesure toute vie économique, toute civilisation à la mesure même de l'homme? Qui mieux que le catholicisme, sait distribuer à leurs plans les réalités diverses, les temporelles et les spirituelles, et non seulement les distribuer, mais les coordonner, les hiérarchiser? Qui mieux, par conséquent, que le catholicisme peut donner, de tous les problèmes humains, une vue organique, synthétique?

Vous avez appris qu'il n'y a point de prospérité économique sans paix sociale. Et bien, j'estime

que pour obtenir la paix sociale, le premier effort de votre génération devra s'employer à diminuer l'écart entre notre population urbaine et notre population rurale, dangereux déséquilibre qui nous a valu le cancer du chômage et qui constitue une menace des plus graves pour notre vie sociale et nationale. Ayez le moins d'illusions possibles sur ce qui bouillonne en ce monde de chômeurs que nous pourrions peut-être diminuer, mais que jamais, j'en ai peur, nous n'arriverons à supprimer totalement. Abaisserions-nous, du reste, le nombre de ces malheureux à vingt mille, à quinze mille, qu'ils constitueraient encore un dangereux bouillon de culture pour les idées subversives. Le "secours direct" n'y pourra rien. Et c'est ici qu'éclatent l'inconscience et l'incommensurable manque de psychologie des capitalistes modernes. Et c'est ici que, du même coup, vous pouvez mesurer le mal que nous aura fait un régime économique dédaigneux de la saine conception de l'homme. A considérer l'homme comme une machine, un outil mécanique, les capitalistes d'aujourd'hui et quelques politiques en sont venus à le croire incapable de réflexes. Ils se figurent qu'on peut le déposer dans un coin et que son cerveau et que son cœur cesseront de fonctionner. Vous les verrez s'étonner que des chômeurs parqués en des taudis ou en des camps de concentration, ne se tiennent pas pour satisfaits parce qu'on leur aura fourni le vivre et le couvert. L'expérience de nos voisins américains l'a pourtant démontré: l'on n'a pas satisfait à tous les besoins de l'âme humaine en assurant à chacun une Ford et un Bath room. Croyez-vous que des chômeurs condamnés au chômage professionnel, cesseront de penser et de rêver, quand en retour de leur activité et de leur dignité d'hommes à jamais perdues, vous leur aurez jeté quelques hardes et une croûte de pain? Soyez-en persuadés: si vous n'y mettez tout votre effort, notre situation restera la situation dramatique du navire qui porte un brûlot collé à son flanc. On peut faire l'éducation d'un peuple à la pauvreté; on ne fait pas l'éducation d'un peuple à la misère, et surtout quand il a

LARUE & TRUDEL

COMPTABLES AGREES
CHARTERED ACCOUNTANTS

J.-Arthur LaRue, C.A.
A.-Emile Beauvais, C.A.
Maurice Boulanger, C.A.
Lionel Roussin, C.A.

Maurice Chartré, C.A.
Jean-Paul Gauthier, C.A.
Jacques LaRue, C.A.
J.-Paul Beaulieu, C.A.
Lucien-P. Bélair, C.A.
Roland Chagnon, C.A.

MONTREAL — QUEBEC — ST-JEAN, Qué.

conscience que sa misère est imméritée et qu'elle lui est en plus infligée par une ploutocratie. En pareil cas, ne demandez point à la religion de prêcher une résignation indéfinie. Et ne nous demandez point en particulier de dire à la jeunesse: le régime qui te condamne à mourir de faim et à ne jamais fonder de foyer, est juste; supporte-le sans te plaindre.

En conséquence, le deuxième effort de votre génération devra porter vers une réforme du capital. Votre propre intérêt d'hommes d'affaires vous commande de réhabiliter dans l'esprit populaire l'idée de la propriété et de la richesse. Si vous ne travaillez point à cette réforme, la masse s'en chargera, mais, prenez-y garde: en vertu de son idéal et de son dynamisme propre. En ce travail de réforme, peu vous doivent importer les criaileries des grands égoïstes et des grands imbéciles. Il importe peu que les grands riches soient moins riches, si la richesse saine a plus de chances de tenir. Souvenez-vous que le mauvais pauvre est souvent le produit du mauvais riche; et on l'a dit: la tyrannie des mauvais riches entraîne toujours la tyrannie des mauvais pauvres. Je suis comme vous pour le respect de la propriété; mais je ne crois pas que l'on puisse garder ce respect au peuple, en maintenant la propriété au prix d'injustices sociales. Je suis aussi d'avis qu'il faut se garder d'attiser les convoitises et les haines populaires. Mais je suis encore à me demander en quoi le repos, la digestion du spoliateur seraient plus sacrés que la détresse du spolié. Les haines ouvrières sont détestables et dangereuses pour l'ordre public; les égoïsmes bourgeois le sont-ils moins? Entre la poignée d'hommes qui croient qu'il n'y en a que pour eux et la masse qui professe qu'il n'y en a pour personne, sous prétexte qu'il en faut pour tout le monde, je me demande de quel côté se tiennent les plus dangereux anarchistes.

Dans les entreprises que vous dirigez, dans notre vie économique de demain que vous parviendrez, je l'espère, à ressaisir, souvenez-vous d'apporter des préoccupations de catholiques. Soyez pour un capital réformiste, tenu et corrigé par

les valeurs morales. A quoi servirait d'être catholiques et serait-ce la peine de vous substituer aux autres si le régime économique et social édifié par vous apparaissait aussi inhumain que partout ailleurs? Le catholicisme n'est pas un sachet qu'on porte soigneusement caché sous ses vêtements. C'est une foi qui prend toute la vie, tout l'humain, qui s'incarne dans notre vie privée comme dans notre vie publique, qui a droit d'entrée même dans le monde de la finance et des affaires. C'est cela le catholicisme, ou ce n'en est qu'une caricature—vous connaissez le mot de Clément: "La révolution serait faite le jour où les chrétiens se mettraient à vivre leur christianisme."

V

Après le catholicisme, suprême régulateur de notre vie, un autre principe directeur moins actif, sans doute, d'un ordre moins élevé, joue pourtant son rôle: un principe, né de quelque chose de vital, d'humain, mêlé à notre chair, à notre esprit: l'idéal national, l'aspiration nationale, la culture nationale, notre premier avoir spirituel après notre catholicisme et qui, à ce titre, a le droit de prétendre aussi, à gouverner notre destinée. Devant l'incohérence actuelle de notre vie, et surtout devant le gâchis d'une vie économique bâtie à l'envers, quelques-uns se sentent tout déroutés, tout désemparés; ils n'arrivent pas à comprendre. S'il leur paraît bien qu'un fléchissement aussi grave dans l'ordre matériel ne se produit pas sans un fléchissement de même gravité dans l'ordre de l'esprit, ce fléchissement quel nom porte-t-il? Où faut-il le retracer? Messieurs, je ne crois pas qu'à la condition de s'en donner la peine, il soit si dif-

ficile de le découvrir et de le définir. Je vous le disais tout à l'heure: ce dont nous souffrons comme peuple, c'est de désorientation essentielle; et voilà au moins plus de soixante ans que nous souffrons de ce désordre effroyable. J'ai quelque peu observé et j'ai coudoyé passablement de monde: je n'ai jamais rencontré un individu qui ait vécu une grande vie, une vie cohérente, pleine, sans un idéal organisateur inspirant, gouvernant de haut son activité. Et l'histoire m'a appris qu'il n'en va pas autrement des collectivités. Je ne connais pas de peuple, qui ait vécu une vie cohérente, organique, sans un idéal de même qualité. Or, en 1867, je vous le rappelle après tant de fois, il fut décidé, il fut accepté par tous que cette province serait un Etat français. C'était là l'idéal organisateur, la pensée directrice et souveraine qui devait inspirer, gouverner notre vie, toute notre vie, notre vie politique, notre vie intellectuelle, notre vie économique, orienter, ramener à l'unité toutes nos énergies. Cet idéal, j'ose vous le demander, à quelle heure, pendant combien de temps, depuis 1867, nous en sommes-nous souvenus? A quelle époque a-t-il été, pour notre petit peuple un idéal vivant, la loi enivrante et souveraine de son existence et de son activité? Vous cherchez les causes de notre mal? Notre mal, notre grand mal, il y a longtemps que je le dis: il n'est pas d'abord dans l'ordre politique, ni dans l'ordre économique; il est dans nos esprits. Car un peuple catholique et français qui ne laisse pas orienter sa vie par des idées directrices catholiques et françaises, mais par des vues superficielles et secondaires, ne peut être qu'un peuple qui bâtit toute

JEAN-LOUIS BERNARDIN

Membre

MAURICE BERNARDIN

COURTOIS FRERES ASSURANCES, ENRG.



1285 RUE VISITATION
CHERRIER 3195

sa destinée à l'envers. Et voilà pourquoi le désordre est total. Vous dites, et je dis avec vous: notre vie économique est à l'envers. Mais il faudrait dire davantage; notre vie nationale est à l'envers, notre vie intellectuelle est à l'envers; notre vie scolaire est en grande partie à l'envers. Notre sort est celui de la barque qui aurait vogué sans boussole, sans gouvernail, qui n'aurait suivi que la direction de ses voiles, c'est-à-dire du vent, de tous les vents.

Nous avons vogué au hasard, nous avons subi la loi de tous les courants, de tous les souffles venus de l'étranger. Là réside l'explication de notre désastre et le drame actuel de notre anarchie intérieure: le drame d'un peuple qui sent que la route, que la destinée qu'il a suivies, ne sont pas les siennes, le drame de la barque où le gouvernail s'apercevrait qu'on lui a volé son rôle, mais qui n'arriverait plus à rien ressaisir, parce qu'à trop prendre le vent, les voiles elles-mêmes tomberaient en loques.

Et les responsables? Qui sont ici les responsables? Je réponds: nous tous tant que nous sommes. Responsabilité collective. Et si, en cette responsabilité, il me fallait mettre des degrés, mes reproches s'adresseraient en premier lieu, sans doute, à ceux qui, plus que tous les autres, auraient dû nous fournir l'orientation, l'impulsion initiale, je veux dire les hommes politiques qui ont fait la Confédération, qui l'ont faite sans mandat et qui, l'ayant faite, se sont donné l'air de ne plus se souvenir de ce qu'ils avaient fait. J'accuserais, en second lieu, nos intellectuels, ceux du moins d'avant 1900—les intellectuels qui n'existent point que pour fabriquer des petits vers et de la

petite prose, mais qui, ayant le temps et les moyens de réfléchir, auraient pu s'attarder aux problèmes essentiels de notre vie et allumer sur notre route, autre chose que des phares fumeux. Mes reproches s'en iraient, en troisième lieu,—car je veux être juste et franc, — à nos éducateurs et à nos éducatrices de toute catégorie, qui, tenant entre leurs mains l'âme de tout un peuple, auraient pu ne pas élever trois ou quatre générations d'enfants, de jeunes gens, de jeunes filles, sans se demander de temps à autre vers quel idéal national précis les orienter. Enfin et puisqu'il s'agit, en ce moment, des rapports de l'économie et du national, vous vous demanderez, Messieurs, s'il n'y a pas eu, en cette désorientation, une responsabilité des hommes d'une certaine catégorie et d'une certaine profession. N'y aurait-il pas eu, quelque part, une génération d'hommes d'affaires qui aurait cru que la vie économique ne s'embarrasse pas de facteurs moraux et qui se serait délibérément évadée du national, érigeant à la dignité d'un dogme la théorie d'un divorce absolu entre le patriotisme et les affaires? Thèse assez étrange, puisqu'elle est celle-là même que reprennent aujourd'hui contre vous vos plus passionnés concurrents, et qui brandissent la formule, vous le savez bien, non pas tant parce qu'ils la croient orthodoxe et qu'ils la pratiquent eux-mêmes, que parce que dans la lutte qu'ils soutiennent contre vous, elle sert à vous désarmer. Thèse assez étrange encore une fois, puisqu'en définitive, c'est proclamer que la vie nationale peut se dispenser du support matériel de l'économie, ou que les activités économiques sont dispensées elles-mêmes de se relier

aux plus hautes formes de la vie, ou professer encore, peut-être, selon la théorie de l'économie libérale, qu'entre les différents facteurs de la vie d'un peuple, les rapports s'établissent, s'agentent d'eux-mêmes, sans que les hommes aient à s'en préoccuper. Certes, je n'ignore point que certaine action doit être discrète et que des énoncés de principes se rencontrent qu'il n'est nullement opportun de crier sur les toits. Mais la discrétion autorise-t-elle l'énoncé indiscret de thèses ou de directives contraires à toute saine orientation économique et nationale?

Vous, de la jeune génération, vous avez chassé ces nués de vos esprits. Vous savez qu'on ne professe pas impunément d'aussi fausses idéologies. Ignoré ou négligé, le national a pris sa revanche et il a joué contre vous. Et dans la mesure où nous avons cessé d'être Canadiens français, nous sommes devenus les clients des autres.

Il faudra quand même, n'est-il pas vrai, bénir la crise si elle aboutit à vous rappeler, hommes d'affaires, que vous avez une responsabilité nationale et qu'il y a un devoir qui s'appelle le devoir de l'argent. Et ici vous vous souviendrez de ce fait d'observation quotidienne que les plus vite oubliés, quelque tapage qu'ils aient fait, et de quelque faste qu'ils aient ébloui leurs contemporains, ce sont les hommes d'argent qui n'ont été que des hommes d'argent. Le peuple n'aime pas, ne respecte pas qui ne sait pas servir. L'homme d'affaires, comme les autres, est tenu de servir le bien public. La justice sociale nationale existe, et on a un contracte envers son groupe culturel une dette de justice proportionnée aux valeurs humaines qu'il en reçoit. Et comment donc? On admet la nécessité de dirigeants dans l'ordre politique, dans l'ordre social, dans l'ordre intellectuel. Pouvons-nous nous passer de dirigeants dans l'ordre économique?

Puis donc que vous connaissez la cause souveraine de notre mal: une désorientation essentielle, un peuple sans idéal organique, sans loi suprême de sa vie, vous croirez que le problème de l'heure c'est vraiment un problème d'orientation.

Daoust, Lalonde & Cie, Limitée

Fabricants de chaussures et tanneurs

SPÉCIALITÉS:

CHAUSSURES DE SPORT:

hockey, ski, baseball,
football, etc., etc.

SOULIERS DR. VERNER

pour dames et
pour messieurs

939 Square Victoria, MONTREAL - - MARquette 1386

Quand on s'est perdu pour avoir tourné le dos au principe de sa vie, on ne se sauve que par un retour à son principe vital. *Agere sequitur esse*, disaient les scolastiques. Axiome profond en quelque sens qu'on l'entende. L'on n'agit d'une certaine façon que si l'on est de cette façon. Nous avons été vaincus, non pas tant par la supériorité de nos rivaux, que par notre anarchie intérieure. N'étant plus nous-mêmes, mais le peuple n'importe qui et n'importe quoi, la volonté de vaincre nous a manqué, sans doute, mais d'abord les raisons, la grande raison de vaincre et qui eût été la conscience, la conviction d'être Français et d'être enchaînés au devoir de le rester.

L'orientation, vous la rétablirez, chez vous d'abord, dans vos propres esprits, dans votre activité d'hommes d'affaires. Puisqu'une certaine autonomie économique est nécessaire à notre vie nationale, vous commencerez par croire à la conquête de cette autonomie et vous indiquerez les moyens de la conquérir.

L'orientation, vous ferez ensuite ce qui dépend de vous pour la rétablir dans l'esprit de notre peuple. Et vous dirai-je que vous la rétablirez d'abord par votre travail, par vos exemples d'hommes d'affaires? Par vos réussites, redonnez confiance à vos compatriotes. Rendez-leur la foi aux vertus pratiques du génie national, de la raison française. Enlevez-leur cette mentalité de vaincus qui ne les laisse croire qu'au succès des autres. Dissipez l'envoûtement où les tient le prestige de la richesse du voisin. Débarrassez, par exemple, nos pauvres paysans et nos pauvres campagnards de ces attitudes humiliantes, qui nous les montrent, à leur entrée en certains grands magasins de l'ouest de Montréal, avec des yeux embués de mystique, comme s'ils franchissaient la porte d'un temple merveilleux ou d'un sanctuaire national, et se donnant l'air de chercher un bénéficiaire pour se signer. Débarrassez surtout notre peuple de cette humiliation collective et foncière qui fait voir une population de 2,300,000 âmes, orientant ses enfants et son enseignement, et ceci comme à une fin normale, à se préparer de l'emploi

chez une minorité d'à peine 500,000 âmes.

Ceci est surtout affaire d'éducation, me dites-vous? Je le sais. Aussi bien est-ce votre droit et votre devoir de vous inquiéter de l'éducation de vos fils et de vos filles et de l'orientation nationale qu'on leur donne en nos écoles de tout rang et de toute catégorie. Le cas douloureux, je devrais dire le drame de nos milliers de jeunes gens instruits, diplômés, et condamnés au chômage et à la misère, vous commande ici d'intervenir et de regarder au delà même de nos écoles. Comment rendre raison de ce phénomène à peu près incroyable chez un peuple jeune et dans un pays neuf et riche? Si vous refusez d'admettre l'insuffisance pédagogique de nos grandes écoles, et si vous écarterez contre notre jeunesse tout ostracisme systématique de la part de certains milieux financiers, industriels ou commerciaux, il reste que cette jeunesse chôme ou par inaptitude à se forger elle-même des moyens de vie, ou par la faute d'un mauvais régime économique, régime de la "maison à l'envers," qui aurait livré à une oligarchie toutes les grandes sources de l'emploi et en particulier tous les emplois de quelque conséquence. Mais dans l'une et l'autre hypothèses, vous vous heurtez à une question d'éducation et d'orientation. Responsabilité de nos grandes écoles, dont l'enseignement ne se serait pas complété

d'une éducation assez vivifiante, insufflant le goût de l'initiative, la volonté de l'aventure personnelle, la passion d'être son propre patron, son propre maître. Et je ne crois pas que les directeurs de nos grandes écoles acceptent cette responsabilité et méritent ce reproche, mais alors il reste les responsabilités plus hautes de tous ceux-là, chefs de toute espèce, qui, pour nous avoir gouvernés sans idéal national, auraient laissé se renverser contre nous l'ordre de la justice, l'ordre naturel, aboutissant ainsi à nous laisser spoliez de milliers d'emplois et de millions de salaires. Je disais un jour à un homme d'affaires éminent: ne croyez-vous pas que, pour avoir bâti notre vie économique à l'envers, ce sont aujourd'hui pas moins de 25,000 emplois qui nous échappent? — Votre chiffre est bien modeste, me répondit-il.

Problème de l'heure: problème d'orientation. Ce problème, vous vous emploierez à le résoudre; et vous vous y mettrez avec foi, avec entrain. Nous avons survécu, malgré tout, sans idéal directeur et même avec un idéal à rebours, capable de tuer le peuple le plus puissant. Que ne pourrions-nous obtenir de notre peuple, non par de simples appels à l'estomac comme on lui en prodigue trop souvent, mais au nom d'idées — forces qui ont coutume de déterminer les suprêmes impulsions collectives, au nom d'une mystique où il verrait engagés toute son âme, toute



MacFarlane — Lefavre Limited
 "La plus considérable manufacture de chaussures
 pour hommes au Canada"

A. LEFAIVRE President

Bureau et usine: 1680-1690 Ave. Papineau

Téléphone: FALKIRK 1147-1148

sa culture, toute sa mission, tout le destin d'un peuple français?

Pour ma part, je voudrais voir, dans dix ans, dans vingt ans, l'effet d'une prédication sortie de la bouche de tous ceux qui, chez nous, ont qualité pour orienter ou commander et qui diraient: jeunes mères canadiennes-françaises, institutrices, religieuses de nos écoles et de nos couvents, faites de moins en moins de nos filles, je ne sais quelle pâtisserie, même française; élevez nos fils, élevez nos filles pour des besognes viriles, pour une besogne de libération; maîtres de tous grades, de vos écoles grandes ou petites, faites des écoles de forts; substituez à une mentalité de serviteurs, une mentalité de maîtres, à une mentalité de vaincus, une mentalité de vainqueurs; élevez ces petits Français pour un destin de Français, pour un destin libre; petits agriculteurs de chez nous, instruisez-vous, perfectionnez-vous; devenez les agriculteurs les plus progressifs de votre pays; produisez assez et assez bien pour vous emparer du marché de votre province; petits industriels, petits ouvriers de chez nous, retrouvez le goût du travail patient, de l'article fabriqué avec perfection et amour; à la production quantitative, massive, opposez la production qualitative à la française; surtout orientez-vous vers la libération de votre travail, de votre initiative, de votre talent, persuadés que le plus modeste patron canadien-français travaillant pour soi et pour les siens, que le petit artiste en fer forgé ciselant son oeuvre dans le trou d'une cave, fait plus, pour l'émancipation de sa nationalité que le plus grand de nos salariés au service d'une firme étrangère; jeunes gens de nos collèges, étudiants de nos universités, que, pour les jeunes Canadiens français n'existent plus les carrières fermées; acquérez toutes les compétences; jetez-vous, avec la passion de vaincre, dans toutes les entreprises, dans toutes les avenues, où a besoin de poindre la libération des vôtres; jeunes professionnels, dégagez votre pensée publique, votre action publique, des lisières et des servitudes partisans; votre pensée et votre action, placez-les résolument sur la base chrétienne

et nationale; enfin, jeunes littérateurs, jeunes artistes, libérez toutes les formes de beauté qui sont en puissance dans le génie natal, dans le vieux fonds de la race, les poèmes qui attendent l'heure de naître afin qu'un jour prochain, dans ce petit pays redevenu libre et beau, un peuple sente, à en pleurer d'émotion, la joie et la grandeur de vivre.

Parlez ainsi. Parlons ainsi. Non pas un jour, mais dix ans, s'il le faut. Et je n'ai pas besoin d'être prophète pour vous prédire que la face de cette province sera renouvelée. Car je puis vous en donner l'assurance: la jeunesse est prête à entendre ces fortes paroles. Il y a trois ans, je disais: "Le régime économique fait actuellement à la province de Québec n'est pas acceptable à la jeune génération et ne sera pas accepté par elle." Il me semble que les événements me donnent raison. Il est de mode, sans doute, de se moquer de la jeunesse et de ses prétentions à sauver le monde. L'autre jour, un jeune artiste me montrait une esquisse de son invention assez narquoise: assis au bord du Nil un solennel Pharaon, s'abîme dans une méditation mélancolique; sur le même plan cette légende: "Comment sauverai-je l'Égypte?" La riposte vient des roseaux, à deux pas du personnage. Un poupon mollement couché dans une corbeille d'osier lui crie l'index pointé vers le front: "Ta, ta, ta, M. le Pharaon, vous me volez mes soucis!" C'est une satire. Mais vous avouerez tout de même que, comme libérateur, le poupon-Moïse n'a pas si mal tourné. Un facteur nouveau est intervenu dans notre vie, un facteur qui, demain, prenez-en ma parole, sera un facteur décisif. Ce facteur, c'est la jeunesse. Et la jeunesse exige, incarne un ordre nouveau, une "révolution." Je dis "révolution" dans le sens orthodoxe que la jeunesse prétend elle-même assigner au vocable. Elle ne croit plus aux anciens moyens, aux anciennes querelles. Elle croit, elle sent, elle dit qu'il faut un rassemblement de toutes les volontés; qu'à ces volontés, il faut un retrempeur, non pas aux doctrines superficielles et surannées des vieux credo de partisans, mais aux sources pro-

fondes de notre vie, sources spirituelles, sources religieuses et nationales. Et elle croit et elle professe encore que ces volontés rassemblées et retrempees devront se vouer enfin à un effort organisé, total, à un effort presque désespéré pour ressaisir l'âme de notre peuple, refaire son orientation, redresser la ligne de son destin. Voilà où s'en va la jeunesse. Et l'avenir est à ceux qui la comprendront, qui communieront à ses rêves de restauration nationale. Tant pis pour les attardés qui ne voudront pas entendre. Croire, en effet, que l'on pourra encore abuser et user une autre génération dans les luttes puérides, stériles, stupides d'hier, je le dis: c'est une illusion de jeunes vieillards ou de barbons acéphales.

* * *

Messieurs, j'ai fini. Peut-être, au cours de cette causerie, l'un ou l'autre de mes propos vous aura-t-il déplu? Veuillez croire que j'ai parlé sans amertume ni animosité, n'étant au service d'aucun clan, d'aucun groupe. Dieu merci, je suis un homme libre; je n'appartiens à personne. Je n'appartiens qu'à ma nationalité, à l'Église, à ma conscience, à ma foi. Que nos paroles à tous se fassent souvent rudes, c'est que, je pense, par le temps qui court, tous ceux qui vivent, sont un peu inquiets. Quand, pour ma part, je cherche, à travers le monde contemporain, un peuple, une nation, qui sente peser sur son coeur, sur son âme, une aussi formidable pression, un peuple dont l'avenir culturel, dont la survivance soient menacés aussi tragiquement que les nôtres, je n'en trouve qu'un seul: l'Autriche. Encore l'Autriche possède-t-elle sur nous cet énorme avantage que, chez elle, plus volontaire ou plus libre, l'État s'est constitué le défenseur de la culture nationale et y a engagé toutes ses forces. Comme moi, aussi, j'en suis sûr, vous songez parfois à tous ces pays, grands et petits, qui ont connu, en ces derniers temps, leurs heures de réveil, d'exaltation, d'enivrante reconstruction. Vous pensez à l'Italie, à l'Irlande, au Portugal, à l'Autriche, à d'autres. Et vous vous dites: ces heures, notre province, notre race, les verra-t-elle jamais?

Oui, Messieurs, nous les verrons, car le réveil s'en vient. J'en perçois le signe, dans ce cri d'inquiétude et de souffrance qui monte parfois de la masse: cri vers un chef qui réparerait tout, qui sauverait tout; appel infiniment tragique, mais combien reconfortant, de celui qu'on disait un demi-paralysé et qui, dressé sur sa béquille, tend la main à quelque allumeur d'étoiles.

Et j'espère enfin, parce que je crois en la jeunesse, parce que je crois en vous. C'est à une tâche géante que j'ai l'honneur de vous appeler, une tâche à laquelle il faudra que consente à s'user toute une génération. Mais je sais, je sens, que cette tâche, vous la ferez, parce que vous savez qu'il faut qu'elle soit faite et parce que vous avez appris que les heures exceptionnelles exigent un devoir exceptionnel.

Le 10 octobre 1670, à l'heure où il décidait ces formidables bonds en avant qui allaient créer en Amérique, un empire français Talon écrivait au roi: "J'ai fait partir des gens de résolution qui promettent de percer plus avant qu'on n'a jamais fait. . ." Messieurs, l'heure est venue de s'éveiller ou de mourir. Je salue les "gens de résolution" qui vont repartir pour la grande aventure de la renaissance nationale.

AUX JEUNES

(Suite de la page 12)

rien. Les événements se sont chargés de me donner raison. Les efforts inutiles de la N.R.A. et autres mesures d'économie dirigée sautent aujourd'hui aux yeux de tout le monde. J'avais quant à moi, lors de leur adoption, exprimé mon manque de confiance en de telles mesures qui ne pouvaient avoir plus de valeur que des emplâtres sur une jambe de bois. Si l'on veut guérir un mal, c'est à la source qu'il faut l'attaquer et non dans ses manifestations. Plus que tous les plans, des accords, tels que celui de réciprocité

avec les Etats-Unis, sont de nature à activer le commerce et à libérer des entraves qui l'ont paralysé. C'est pourquoi j'estime qu'il faut les accueillir avec confiance et comme les annonceurs de temps meilleurs.

Je me permets, à l'occasion de rappeler à mes jeunes amis les opinions exprimées à ce sujet par la Chambre de Commerce Internationale et que j'ai longuement exposées dans un récent article de l'Actualité Economique.¹ Qu'ils les étudient en détail et y réfléchissent longuement. Ce sont de saines doctrines, hélas méconnues pendant un certain temps, mais auxquelles, j'en ai la conviction, le monde est près de revenir en effaçant petit à petit la trace des errements du passé.

Je leur signale aussi un autre article récent, écrit par un grand savant dont la clairvoyance n'a jamais été mise en défaut et dont les avis sont écoutés partout.² Il est empreint d'un optimisme de bon aloi, place les responsabilités où elles doivent être, mais redonne confiance en l'avenir en indiquant la route à suivre pour sortir le monde du marasme. L'article débute par ces sages paroles: "La crise mondiale dure maintenant depuis sept ans et, quand ce serait seulement parce que tout a une fin en ce monde, mais aussi pour d'autres raisons particulières, on doit espérer qu'elle touche à son terme. Il est même probable qu'elle serait déjà achevée et oubliée si, dans tous les pays, un étatisme plus ou moins socialisant ne s'était pas ingénié, sous prétexte de la guérir, à fausser les rouages économiques, à paralyser les relations internationales et à anéantir la foi dans les contrats. Peu de personnes, ce me semble, doivent conserver encore l'illusion, longtemps si répandue, qu'il s'est agi là d'un phénomène périodique normal et bien connu dont les étapes et la durée pouvaient être calculées d'après les précédents et à la suite duquel tout reprendrait sa marche antérieure. Il a fallu se faire à l'idée que nous sommes entrés dans un monde nouveau: monde que préparaient, longtemps avant la guerre, le passage général d'un état agricole à un état industriel, l'arrivée au pouvoir des démocra-

ties, le développement du machinisme précipité par les exigences ouvrières; enfin, par l'effet de ce machinisme qui rend toutes les tâches accessibles à tous, la substitution aux aristocraties techniques de trop nombreuses incompétences sans apprentissage et sans culture."

L'étude se poursuit par des considérations générales concernant l'évolution de la production et de la consommation au cours des trente dernières années. L'auteur s'appuie sur les courbes de la production minérale, pendant cette période, et constate qu'elles affectent toutes "une même allure caractéristique que l'on peut considérer comme résultant de phénomènes très généraux et obéissant à des lois universelles."

Les grandes lois économiques restent donc toujours vraies! On s'est évertué, un peu partout, peut-on dire, au cours de la dernière décennie, à contrarier leur jeu, à les ignorer, parfois même à nier leur existence. Mais elles ne manqueront pas de se faire à nouveau respecter. Certains symptômes très caractéristiques nous prouvent déjà que nous approchons de cette période plus normale où toutes les "panacées économiques" seront rejetées et l'ordre se rétablira. Au ciel, si sombre depuis 1929, une éclaircie apparaît! Bientôt le monde commercial secouera définitivement la torpeur qui l'engourdit. La vie reprendra, non plus au ralenti, mais à un rythme de plus en plus accéléré en vue de la satisfaction de besoins longtemps comprimés ou totalement ignorés. Chacun est-il convaincu de l'appel qui sans retard sera fait à toutes les énergies et à toutes les compétences? Jeunes gens ne vous laissez pas prendre en défaut! Préparez-vous et mettez-vous en état de répondre à cet appel! Demain vous donnera ce dont vous rêvez aujourd'hui, si vous avez eu la sage précaution de vous mettre en forme physiquement, intellectuellement et moralement.

¹La Chambre de Commerce Internationale, dans l'Actualité Economique, XI^e année, Vol. II, No. 1 novembre 1935.

²La fin de la Crise par L. de Launay, dans la Revue des Deux Mondes, Tome XXX 1^{er} décembre 1935.

LA CHARITÉ EST VOTRE PREMIER DEVOIR

par Jean GIRARD

La Fédération des Oeuvres de Charité Canadiennes-Françaises fera sa quatrième campagne annuelle du 18 au 28 avril prochain.

La crise sévit toujours à Montréal et, naturellement, ce sont les classes pauvres qui en souffrent le plus. L'homme finit par triompher d'une souffrance morale mais non d'une souffrance physique. La faim, le froid, la maladie ne peuvent être surmontés que par l'aide d'autrui et non par sa volonté quand on n'a pas un sou. La Fédération fournit cette aide: elle nourrit ceux qui ont faim, elle abrite ceux qui ont froid, elle soigne ceux qui sont malades et, en plus des soins matériels qu'elle distribue, elle s'occupe de la réhabilitation morale du prisonnier, de la femme tombée. . .

La Fédération en est à sa quatrième campagne annuelle. Chaque fois elle a atteint le but qu'elle s'était proposé et elle réussira encore en 1936. La devise: LA CHARITE EST VOTRE PREMIER DEVOIR devrait faire réfléchir tous ceux pour qui la CHARITE n'est pas un vain mot. Plus que cela, LA CHARITE, cette fois-ci, EST VOTRE PREMIER DEVOIR.

Les chômeurs sont soutenus par les pouvoirs publics, c'est bien; mais il y a aussi des milliers de femmes, d'enfants, de vieillards, d'infirmités qui souffrent et seule la charité privée peut les secourir.

La Fédération comprend 24 oeuvres dont les plus importantes sont la Société de Saint-Vincent de Paul, l'Assistance maternelle, la Colonie de vacances des Grèves, l'Association Canadienne-française

des Aveugles etc. . . Quoi de plus éloquent encore que les chiffres de 541,421 repas servis, 201,506 jours d'hospitalisation, 123,631 consultations médicales, 6000 femmes secourues, 2000 aveugles assistés ou placés! Nous formons plus des deux-tiers de la population de Montréal. Si les Canadiens français font bloc, s'ils donnent en proportion de leur nombre et selon leurs moyens, même s'ils doivent s'imposer un sacrifice, l'objectif sera atteint sans peine et nous pourrons le dépasser, autant que l'effort sera général.

L'expérience prouve de plus en plus que toutes les organisations faites dans le but de prélever les fonds nécessaires au maintien des oeuvres d'assistance, les fédé-

rations sont les plus efficaces, les plus sûres et les moins coûteuses: elles sont ainsi à l'avantage autant du donateur que du secouru.

Le produit de la souscription est administré par des hommes d'affaires hautement qualifiés qui apportent, à cette gestion de l'argent destiné aux pauvres, une prudence avisée et la plus stricte économie. Cette certitude que l'aumône est bien employée doit être un motif d'encouragement à se montrer généreux.

Les frais de la campagne et les dépenses d'administration se chiffrent à \$25,250 pour l'année 1935, soit 7% des sommes données alors que la plupart des collectes publiques à Montréal absorbent 21%.

Si les Fédérations anglaises, irlandaises ou juives atteignent leur objectif et souvent le dépassent, que doit-il en être de notre Fédération, nous qui demandons le même montant qu'eux et qui sommes beaucoup plus nombreux?

Les jeunes d'aujourd'hui seront les dirigeants de demain. Et demain il y aura encore de la misère à soulager. Si notre sens de responsabilité sociale et de solidarité ne s'éveille et ne s'affirme pas aujourd'hui, quand donc apprendra-t-il à agir?

Il convient que nous nous initiions au mouvement de charité et de dévouement qu'incarne la Fédération des Oeuvres de Charité Canadiennes-Françaises et que nous y apportions une sincère et effective collaboration, collaboration donnée entièrement par esprit de charité sans aucune rémunération.

LA CHARITE EST VOTRE
PREMIER DEVOIR

Le Bulletin de la Chambre

VOTRE DEVOIR

Est de contribuer à l'augmentation de l'effectif de votre association.

•

L'influence de votre chambre est en raison directe du nombre de ses membres.

•

Ne soyez pas égoïste! Facilitez à vos amis, l'accès de la Chambre de commerce junior.

•

La contribution est de
\$6.00
pour l'année. 1936

L'INDUSTRIE MINIÈRE

par Maurice LACHAPELLE
de J. A. Hébert et Compagnie

LE GRAND ESPOIR DU CANADA REPOSE SUR L'INDUSTRIE MINIÈRE—(Crerar)

L'industrie minière offre au Canada une opportunité de se créer une nouvelle ère industrielle nationale, comparable aux plus importantes périodes de développement dans l'histoire du pays. Elle occupe le premier rang en importance après l'agriculture dans notre pays.

A la récente réunion annuelle de la Banque Royale, Sir Herbert Holt disait que la production minière annuelle avait passé de \$10,000,000 il y a cinquante ans, à plus de \$300,000,000 en 1935. Il ajoutait que les chiffres de 1936 promettent de dépasser ce dernier montant de beaucoup.

Il fut distribué au cours de l'année dernière plus d'un million de dollars par semaine en dividendes aux actionnaires de différentes compagnies minières.

La production du nickel et du cuivre fut la plus élevée dans l'histoire du Dominion. Un record a été établi dans la production de l'or, les chiffres étant de \$116,000,000 en comparaison de \$102,000,000 en 1934. Il y a peu d'années, nous occupions le deuxième rang au monde dans ce dernier domaine. Depuis, la Russie voulant contrôler cette industrie a entrepris une campagne intense de prospection et extrayait de ses mines d'or l'an dernier pour \$192,000,000 et vient en 2e place après le Sud-Africain. Plus de 500,000 hommes travaillent aux mines aurifères et ce pays espère atteindre un rendement annuel de \$350,000,000 en 1940.

Les Etats-Unis nous ont aussi dépassés en atteignant une production or de \$126,000,000 contre \$102,000,000 en 1934.

Pendant l'année qui vient de s'écouler 17 nouvelles exploitations entrèrent en production formant un total de 38 mines productrices d'or. 20,000 personnes furent employées recevant \$28,000,000 en salaires.

L'industrie minière a grandement aidé à la reprise économique au Canada depuis quelques années, non seulement en versant plusieurs millions au trésor fédéral pour taxes et divers impôts, mais aussi en procurant du travail pour des milliers de personnes. De plus, de nombreux services profitèrent de l'essor nouveau causé par l'augmentation du prix de l'or. Entre au-

tres, l'aviation qui joue un rôle prépondérant dans les districts miniers, le camionnage et le transport ferroviaire. Plusieurs entreprises d'équipement en machinerie ont vu leurs affaires presque doubler à la suite des dépenses de millions de dollars pour moulins, concasseurs et engins Diesel. La Commission Hydro-Electrique d'Ontario vient de signer un contrat par lequel elle dépensera plus de \$700,000 pour développer et améliorer ses unités de pouvoir électrique dans le district Patricia. Une ligne de transmission sera construite sur une longueur de 40 milles afin de fournir l'électricité nécessaire au fonctionnement des insuleurs de deux importantes mines d'or de la section Woman Lake, J. M. Cons. et Hudson-Patricia. Cette dernière entrera en production dans un court délai et l'installation du pouvoir électrique abaissera sensiblement son coût d'opération et aidera grandement à mettre cette exploitation au rang des meilleures productrices "juniors" du nord de l'Ontario.

L'industrie minière doit intéresser tout le peuple canadien. Souhaitons que notre gouvernement fédéral prenne les mesures nécessaires pour accélérer encore la production du métal jaune dans notre beau et grand pays, si riche en gisements encore pour la plupart ignorés.



Conseil d'administration de la Chambre de Commerce Junior, 1936-37

M. Maurice Trudeau, président
M. Jacques LaRue, C. R., 1er vice-président
M. Maurice Gariépy, 2ème vice-président
M. Gérard Gingras, secrétaire
M. Jean-Louis Bernardin, trésorier

Conseillers:

MM. B. O. Boissonnault
J. U. Boyer
Guy Desaulniers
Antoine Desmarais
Pierre Dupras

Jules Dupré
Marcel Faribault
Jacques Jérôme
Rodolphe Laplante
Bertrand B. Tremblay

Rapport annuel des activités du Comité d'Urbanisme de la Chambre de Commerce Junior

Les membres de ce comité sont les suivants: Yves Pelletier, président; Gérard Léger, secrétaire; Henri Lavoie, assistant-secrétaire; B. O. Boissonnault, Roland Reeves, Armand Bourbeau, Bernard Dufresne, E. Clermont, L. M. Vigeant, et J. H. Clément.

Le Comité tint quatre séances en 1935. La première le 1er février 1935, fut rehaussée par la présence de M. H. A. Terreault qui exposa aux membres les raisons d'être de la Commission d'Urbanisme, son statut légal et ses projets.

A la suite de cette assemblée le comité de Circulation devint le Comité d'Urbanisme. Aux problèmes de la circulation qui jusqu'ici avaient fait l'objet des recherches de ce comité venaient s'ajouter les problèmes si complexes de la disposition et répartition des immeubles et parcs publics.

La seconde séance fut tenue le 9 avril 1935. On y décida d'approuver le plan Terreault en y ajoutant toutefois une quatrième zone réservée tout spécialement aux terrains de jeux et parcs publics.

Les deux dernières séances tenues respectivement le 8 novembre et le

20 décembre 1935, furent entièrement consacrées aux problèmes de la circulation, notamment à celui de l'embouteillage aux approches de certaines zones de sûreté et aux intersections des artères principales de cette ville.

Lors de la dernière réunion on adopta les résolutions suivantes:

Proposé par M. B. O. Boissonnault
Secondé par M. Roland Reeves

1.—A cause du danger résultant du changement des lumières automatiques à certaines intersections des voies de tramways et des artères principales de cette ville.

2.—A cause de l'embouteillage du trafic en hiver dû au fait que les voitures arrêtées par une lumière rouge aux intersections ou le pavé est en pente et glissant ne peuvent se remettre en marche.

3.—A cause du fait qu'à ces intersections un agent de circulation peut faire mieux qu'un système automatique de lumière: IL EST RESOLU QUE: Aux intersections des rues Sherbrooke et Avenue du Parc, St-Laurent, St-Denis, St-Hubert et Amherst, la circulation ne soit pas contrôlée par un sys-

tème automatique mais par un agent de circulation et que des enseignes "ARRET" soient installés sur la rue Sherbrooke et des enseignes "8" dans l'autre sens pour régler le trafic lorsque, la nuit par exemple, l'agent de circulation n'est pas en devoir.

Proposé par M. A. Bourbeau
Secondé par M. R. Reeves

QUE des représentations soient faites à la commission des tramways à l'effet d'obliger les tramways à arrêter à la ligne des piétons aux coins des rues où le tramway désire changer sa direction afin de ne pas obliger ces piétons ainsi que les automobilistes à dévier de leur route pour éviter ledit tramway tel qu'aux intersections des rues Bleury-Craig, Bleury-Ste-Catherine, Dorchester-Beaver Hall Hill et bien d'autres,

Proposé par M. Yves Pelletier
Secondé par M. B. O. Boissonnault

QUE le comité soit abonné à une revue traitant d'Urbanisme et dont le coût soit défrayé par la Chambre de commerce Cadette.



VOUS—Multiplié!

Un vendeur qui ne pouvait jadis visiter assez souvent ses nombreux clients de l'extérieur se sert maintenant du téléphone interurbain.

Voici ce qu'il dit: "Non seulement je prends plus souvent contact avec mes clients mais je trouve le temps d'en recruter de nouveaux."



L'usage judicieux de l'interurbain vous aidera à couvrir un plus vaste territoire en moins de temps et à moins de frais.



CONSTITUÉE EN 1855.

EUREKA!

s'écria Archimède au moment où une circonstance banale lui fit entrevoir la loi qui porte son nom.

Nous aussi nous avons fait une découverte, nous avons trouvé un moyen grâce auquel vous pourrez assurer l'avenir de votre famille tout en amassant un actif qui vous permettra de toucher vous-même une pension de retraite. N'est-ce pas là la solution des deux plus graves problèmes qui se posent à votre esprit.

La nouvelle police Protection pour la Famille et Pension de Retraite de la Sun Life protégera ceux qui vous sont chers et vous donnera la certitude de recevoir une rente jusqu'à la fin de votre vie si vous atteignez l'âge auquel vous avez décidé de prendre votre retraite. L'un des plus grands avantages de cette police est de s'adapter facilement aux circonstances nouvelles.

Adressez-vous à l'agent de la Sun Life le plus rapproché, il vous expliquera cette police. Si vous le préférez, nous vous enverrons sur demande la brochure "Police Protection pour la Famille et Pension de Retraite."

SUN LIFE ASSURANCE COMPANY OF CANADA

Siège Social - - - Montréal

LOUEZ UN COFFRET DE SÛRETÉ



Le coffret de sûreté est l'endroit sûr et logique où

déposer vos valeurs et vos papiers précieux.

Consultez le gérant de notre succursale la plus rapprochée concernant leur coût de location et leur fonctionnement.

La Banque Provinciale du Canada



Croisières aux Antilles

Y COMPRIS CERTAINS PORTS DE L'AMÉRIQUE CENTRALE ET DE L'AMÉRIQUE DU SUD

par

Empress Australia

Faites un beau voyage de vacances sur la mer ensoleillée des Antilles, à bord du spacieux et luxueux paquebot "Empress of Australia."

21 MARS, 18 jours. . . à St-Pierre, Fort de France, Trinidad, La Guayra, au Vénézuéla, Curaçoa, le canal de Panama, la Jamaïque, La Havane. \$192.50 et plus.

9 AVRIL. Une croisière de 10 jours à la Jamaïque et La Havane au temps de Pâques. A partir de \$112.50.

Pacifique Canadien

Pour imprimés descriptifs et location de cabines, s'adresser aux agences de voyage ou à tout agent du Pacifique Canadien.

L

ORSQU'UNE tempête de neige s'abat sur la Ville de nombreuses équipes d'hommes avec les appareils les plus modernes du Continent Américain commencent immédiatement l'enlèvement de la neige

mais malgré tous leurs efforts, le service des tramways et des autobus ne peut être maintenu d'une façon absolument satisfaisante qu'avec le concours et la bonne volonté des automobilistes et des chauffeurs de camions.

80% de la population comptent sur ce système de transport en commun.

Il serait très avantageux pour tout le monde en général, aussi bien pour vos clients que pour nos voyageurs si on recommandait aux chauffeurs des camions de livraison de laisser le passage libre aux tramways.



Le GAZ

- • • donne instantanément une chaleur uniforme pour tout chauffage industriel
- • • diminue l'espace occupé et le coût de la main-d'oeuvre
- • • est économique — toujours disponible — facile à régler avec une grande précision

Nos ingénieurs experts en chauffage industriel sont à votre disposition. Consultez-les. Ils étudieront soigneusement votre mode de chauffage actuel sans obligation de votre part et vous indiqueront comment et dans quelle mesure l'emploi du gaz comme combustible peut vous être profitable

Service Industriel

Montreal Light Heat & Power
CONSOLIDATED

Téléphone - - Plateau 4241

EXTRA SEC . . .

pur . . .

et absolument naturel



LONDON CLUB
LONDON
DRY GIN

25 onces \$1.80

40 onces \$2.70

Distillé et embouteillé au Canada par

MELCHERS DISTILLERIES LIMITED—MONTREAL ET BERTHIERVILLE